ISSN 0024-7650

L'intervention française au Togo :

les pourvoyeurs du terrorisme

P. 16

lutte ouvrière

Normed, EDF-GDF, Schlumberger, CKD-Renault...

coups de colère dans les entreprises

P. 8,9,10,11

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 957 - 4 octobre 1986 - prix : 6 F

Contre les divisions, contre la résignation, servons-leur la crise sociale, tous ensemble !

M6189 - 957 - 6 F

SOMMAIRE

International

Page 6
— Il y a quarante ans : le procès de Nuremberg.
Page 7
— Afghanistan, L'*Humanité* et l'URSS.
— Grande-Bretagne : les travailleurs sur les traces de Mitterrand.
Page 16
— Togo : les pourvoyeurs du terrorisme.
— Afrique : 25 ans d'intervention française.

Intérieur

Page 4
— En bref
Pages 8-9
— La grève à EDF-GDF, un avertissement.
— le CNPF au Zénith.
Pages 10-11
— dans les entreprises : coup de colère des travailleurs (Schlumberger, CKD-Renault, SNCF-Chapelle, Normed, Peugeot-Mulhouse, ICE Paris 12e-Alfortville).
Page 12
— Automobile.
Page 13
— Salaires.
— Entreprises (Snecma, Montupet).

Loisirs et culture

Page 14
Biographie de Michel Fabre : *Richard Wright, la quête inachevée.*
Page 15 :
— Films : *Génésis,* il était une fois la terre ; *Autour de minuit* de B. Tavernier.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 18.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 685110 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

A la SNCF

En dépit de la division syndicale

Le 30 septembre, les cheminots ont vécu une journée de grève marquée par un affrontement ouvert entre les fédérations syndicales. D'un côté, la CGT faisait du 30 "sa" grève, même si localement quelques syndicats CFDT y ont aussi appelé, même si au niveau national, elle a bénéficié de l'appui des agents de conduite autonomes (la FGAAC, qui représente dans cette catégorie 38 % des voix aux élections pour 42 % à la CGT). De l'autre côté, CFDT et FO s'en tenaient à leur "journée unitaire" du 21 octobre.

Ce n'est pas la première fois que les cheminots sont envoyés séparément à la bataille d'une manière ou d'une autre. Mais d'habitude, les fédérations s'y entendent pour appeler "ensemble", mais sous des modalités différentes, et elles se partagent les rôles pour diviser d'avance le mouvement tout en gardant l'air de vouloir lutter ensemble.

Le 30 septembre, les cheminots ont vu les syndicats s'empailler, voire se combattre. Cela en a écœuré et indigné beaucoup.

Alors que les problèmes s'amoncellent : salaires bloqués depuis un an, et ils sont bien bas à la SNCF (plus d'un tiers des cheminots gagneraient moins de 6 000 F par mois), compression d'effectifs, menaces de toutes sortes sur la retraite, sur le statut, sur les salaires... les organisations syndicales consacrent encore de leur énergie à se taper mutuellement dessus !

• Dans la région Paris St-Lazarre

Cette région fait partie, avec Chambéry et Clermont-Ferrand, des trois régions sur 25 où la CFDT a participé au mouvement de grève du 30 septembre. Mais les réserves quant à la tactique des fédérations ne s'en exprimaient pas moins : *"Encore une grève qu'on apprend par la radio", "pour gagner, une journée cela ne suffira pas"*...

Bien sûr, la grève a été plus marquante que la journée du 9, mais il n'y avait pas eu d'appels partout ce jour-là.

• Au dépôt SNCF Paris Chapelle

Lors d'une assemblée qui s'est tenue lundi 29, un délégué CGT a expliqué les raisons de faire grève devant une cinquantaine de cheminots, mais l'ambiance n'était guère chaude après la grève du 9.

Il faut dire que le syndicat FO faisait signer une pétition *"contre le refus de la CGT de faire une action unitaire"*, tandis que les militants CFDT de l'atelier parlaient du 21 octobre.

Le nombre de grévistes n'a pas atteint les 20 %.

• Aux ateliers de Paris-Massena

Nous étions 43 % de grévistes mardi, tous collèges confondus. L'appel de la CGT était sans enthousiasme.

La rivalité entre les fédérations syndicales a été l'objet des commentaires, mais la nécessité de la lutte était reconnue par tous. Les non-grévistes invoquaient surtout les *"problèmes financiers"*, ou disaient : *"on n'a pas confiance dans ce que font les fédés"*.

• Aux ateliers de Nanterre

La CFDT, comme sur toute la région, avait appelé à la grève. Le matin, nous étions 35 au piquet à l'entrée, et la grève a été majoritaire à l'exécution : ce sont surtout des chefs qu'on a vus entrer au boulot.

Après les interventions de la CGT *"Il faut continuer la mobilisation à la base, c'est ça l'unité"*, et celles de la CFDT sur *"l'unité syndicale"*, un camarade prit la parole pour expliquer que la véritable bagarre dépendrait des travailleurs.

Motion et pétition ont été remises au patron... absent, et nous avons rejoint la manifestation du Châtelet.

• Aux ateliers du Landy (La Plaine-St-Denis)

Aussi bien chez les sédentaires qu'à l'atelier, la participation a été plutôt faible. Les réflexions qui revenaient : *"On peut faire une journée de grève, le lendemain, la direction nous file le boulot à rattraper" ; "les centrales syndicales ne sont pas capables de se mettre d'accord"*. Il faut dire que la CGT seule avait lancé un appel à la journée.

Malgré cela, la grève des conducteurs était perçue avec sympathie, *"au moins eux, ils se défendent"*.

• A la gare de Paris Chapelle

Très peu de grévistes sur le secteur (tout juste 5 % pour l'équipe du matin) et toujours les mêmes réflexions : *"Une par mois, ça ne suffit pas"*, ou encore *"Quand est-ce qu'ils se mettront d'accord, les syndicats" ?*

A noter que les autres syndicats ont carrément fait signer une pétition contre la grève de la CGT, et qu'il s'est trouvé des cheminots pour la signer...

Aux PTT

Faible participation à l'appel de la seule CGT

En principe au départ la CGT avait prévu d'appeler les travailleurs des PTT à participer à la journée du 30 septembre. Il semble bien que les appels n'aient pas été généralisés et n'aient touché qu'une partie des centres. Dans la Région parisienne une réunion de militants qui avait eu lieu à la Bourse du travail une semaine auparavant, engageait à proposer des actions, allant de pétitions à une journée de grève. Mais bien que les problèmes de paye et d'effectifs demeurent, comme le mécontentement qu'ils suscitent, ce qui avait assuré un relatif succès aux journées d'action précédentes, la journée du 30 septembre a été en retrait. La division syndicale a souvent été invoquée par les travailleurs des PTT.

De *Paris 17* par exemple, on nous rapporte que beaucoup de ceux qui ont fait grève le 17 juin alors qu'ils ne faisaient pas les dernières journées d'action, disaient qu'ils *"auraient fait grève s'il n'y avait pas eu les deux journées séparées"* (30 septembre et 21 octobre). Ils disent qu'ils ne feront aucune des deux. Curieusement un syndiqué CGT qui n'a pas fait grève le 30 explique que c'est parce qu'il ne l'a su que le matin même, *"mais je ferai grève le 21 octobre, car là il y a tous les syndicats."* il croyait que la CGT appelait aussi le 21 octobre.

Au Tri-PLM où il y avait eu 165 grévistes sur 680, quelques gars demandaient aux militants CGT pourquoi ils n'appelaient pas le 21 octobre. Réponse : *"Il faut d'abord faire celle-là, cela ne nous empêchera pas de faire l'autre."* Il n'y avait pas d'appel à 24 heures et la durée devait être modulée en fonction de l'ambiance aux heures d'information. En brigade A, il n'y avait que 35 personnes sur 120 à l'heure d'information et sur le centre de tri la grève a été suivie à 25 %.

A Paris Inter-Archives, la CGT avait appelé à débrayer une heure en fin de vacation dans le plus gros secteur (opératrices "manuel"). Très peu ont débrayé (10 % soit environ 80 personnes). Il faut dire que les militants CGT n'avaient pas fait beaucoup de bruit. Certains parlent même maintenant *"de ne pas faire le 21 octobre s'il n'y a pas aussi la CGT"*.

A Paris 18e, la CGT avait appelé par tract dans un premier temps à 24 heures de grève, mais le jour même du 30 septembre, le secrétaire CGT faisait une prise de parole où il proposait aux gens de voter l'action qu'ils voulaient, ne parlant plus de 24 heures mais d'une heure de débrayage. Sa proposition ne soulevait pas d'enthousiasme, il décida que personne n'était pour la grève, et lui aussi travailla. Il n'y eut qu'une dizaine de préposés en grève sur les trois cents : ceux qui avaient décidé de rester chez eux sur la foi de l'appel par tract.

Contre les divisions, contre la résignation, servons-leur la crise sociale TOUS ENSEMBLE !

La bourgeoisie augmente sa pression sur la classe ouvrière. D'un côté, il y a les "plans sociaux", qui s'ajoutent les uns aux autres, dans toutes les branches, et ça veut dire des suppressions d'emploi, des remplacements de vieux travailleurs mal payés par des jeunes encore plus mal payés ou presque pas payés du tout. De l'autre côté, celui des salaires, il y a un anniversaire, un cap passé : *"un an à 0 % d'augmentation" !*

Et comme les cotisations sociales viennent d'augmenter, on connaît maintenant de franches réductions de salaires.

Evidemment, 50 ou 100 francs "seulement" de moins sur la paye, ce n'est pas dramatique, n'est-ce pas ? On ne va pas chipoter pour 100 francs, alors que certains n'ont plus que des allocations de chômage pour vivre ? Mais la stagnation, et même la baisse des salaires, c'est inquiétant parce que ça ne va pas dans le bon sens. Parce que tout le reste augmente : les prix, les loyers, les frais de santé, et même les impôts — à commencer par les impôts indirects — malgré ce qu'on nous dit.

Et le mesquin s'ajoute à l'ignoble quand on voit Chirac, inspiré par ses prédécesseurs Mauroy et Fabius, voler autant de forfait hospitalier à la femme de ménage retraitée qu'au vrai bourgeois. C'est ça l'égalité ? *"Elle veut d'autres lois"*, disent les vieilles paroles de l'Internationale.

Parce que sous prétexte de sacrifices nécessaires face à la crise, ce sont les plus exploités, les plus pauvres, les plus malheureux qui paient pour les riches. Ce sont les travailleurs qui paient pour les industriels et les banquiers ; la classe ouvrière qui cède — contrainte et forcée — une partie de sa paie et de sa poche pour maintenir et augmenter les profits.

Ce dont la masse salariale totale est amputée, parce que les salaires n'augmentent plus, ou baissent, parce que les salariés deviennent chômeurs, parce que les jeunes qui remplacent les plus âgés gagnent moins, parce que les cotisations sociales augmentent tandis que les prestations baissent, tout cela passe dans les caisses du patronat. Et c'est cela qui le conduit au Zénith. Au zénith des profits.

Car on ne peut pas tourner le bouton de la télé ou de la radio sans en entendre parler, de ces profits. Même pour l'automobile, les patrons sont en passe d'en faire alors qu'on la disait en crise. Mais non, les bénéfices reviennent, ils embrayent, c'est *"le grand tournant"* que la presse souligne à l'occasion du Salon de l'Automobile. Le grand tournant... des licenciements aussi, qui ont commencé chez Renault ! Enfin, la forteresse craque, grâce à la droite et au gouvernement ; alors que la gauche, elle, n'avait osé et réussi que chez Talbot et Citroën ! Bref, les partis gouvernementaux s'épaulent, se relaient, contre la classe ouvrière.

Et la bourgeoisie française fait donc à nouveau du profit, encore du profit. Elle palpe ! Certains des plus gros trusts, qu'on disait malades en 1981, font aujourd'hui de colossaux bénéfices, de l'ordre de 60 à 100 % de mieux... tandis que les effectifs ont baissé, dans le même temps, de 15 à 30 %. La bourgeoisie française n'a pas accru ses profits parce qu'elle aurait investi, et accru sa production. Non. Elle reste malade, faible, minable. Mais elle fait du fric cependant, de la graisse à défaut de faire du muscle. Mais une sacrée graisse quand même, ne nous y trompons pas.

Alors oui, ils ont de l'argent, ils pourraient en donner, ou plus exactement le restituer à qui ils l'ont volé. Mais ils ne le feront pas. Ils ne le lâcheront que s'ils y sont contraints. Et pour le moment, ils ne le sont pas. C'est plutôt la résignation dans certains secteurs de la classe ouvrière.

Mais il y a des réactions pourtant ; des entreprises où ça bouge. Et la bourgeoisie et ses hommes politiques, eux, savent que ça peut gagner du terrain, se généraliser, être contagieux. C'est probablement pourquoi ils cèdent, là où ça bouge, même sur les petites choses. Ils ne prennent pas le risque qu'un conflit, mineur et localisé, devienne contagieux, et s'étende. Mais ils savent justement que le risque existe. Ils le savent mieux que les travailleurs, par certains côtés. Ils connaissent mieux notre force potentielle que nous ne la connaissons nous-mêmes, parce qu'on ne nous a pas beaucoup appris à la mesurer.

A commencer par les dirigeants des confédérations syndicales : journée du 30 septembre, à l'appel de la CGT, pour les fonctionnaires. Journée du 21 octobre, pour les mêmes fonctionnaires, et eux seuls, à l'appel initial des autres confédérations seulement. Puis de la CGT qui vient finalement de s'y rallier !

Mais attention, seulement pour les fonctionnaires !

Boutique par boutique, secteur par secteur !

Et le raffinement dans la division est tel que les travailleurs licenciés de la Normed, par exemple, qui ne manquent pourtant pas de combativité, sont appelés à manifester à La Ciotat pour ceux de la Ciotat, à la Seyne pour ceux de la Seyne... alors que les deux localités sont distantes seulement de trente kilomètres.

Alors, si l'intérêt des travailleurs est de saisir toutes les occasions de montrer leur mécontentement, même ces fichues "journées d'action" syndicales, sans queue, ni tête, ni lendemains, ce n'est pas des grandes confédérations qu'il faut attendre quoi que ce soit. Leurs dirigeants émiettent, divisent, pour des calculs d'appareils concurrents, alors que jamais les problèmes des travailleurs n'ont été à ce point identiques.

Nous sommes tous touchés par les licenciements. Nous sommes tous touchés par la dégradation des salaires et du niveau de vie. Il n'y a plus de privilèges qui tiennent, sauf pour les bourgeois du camp d'en face.

Alors oui, les travailleurs doivent se serrer les coudes ; prendre conscience qu'ils peuvent beaucoup, tous ensemble... Beaucoup pour faire éclater cette crise sociale que craignent tant les bourgeois. Mais avant de la leur servir, il faut évidemment la préparer. Et bien. Pour en faire un plat épicé.

Arlette LAGUILLER

Nouveau croc-en-jambe à la Sécurité sociale

Séguin vient d'annoncer un nouveau plan de réduction des prestations de la Sécurité sociale en matière de remboursements maladie. Il s'agit de récupérer une somme de 4 à 10 milliards sur les dépenses médicales de l'ensemble de la population.

Parmi les mesures envisagées, la cessation du remboursement d'un certain nombre de médicaments dits "de confort" dont la prise en charge, déjà limitée à 40 %, serait supprimée. Les vitamines par exemple ne seraient plus remboursées du tout.

Autre modification : certaines opérations chirurgicales aujourd'hui entièrement couvertes, comme l'ablation de l'appendice, seraient désormais partiellement à la charge du patient. Le journaliste Guy Thomas estimait sur Europe 1 que dans le cas d'une opération de ce type, suivie de complications minimes nécessitant une hospitalisation de douze jours dans un établissement à tarifs normaux, les nouvelles mesures aboutiront à mettre 8500 F à la charge du malade ! Pour un smicard, ou même un travailleur qui gagne 6000 à 7000 F par mois...

Le forfait hospitalier passerait de 23 francs à 31 francs. Soit environ 930 F par mois. Et quand on est vieux surtout, ça arrive d'être hospitalisé un mois ou plus ; mais quand on ne touche que le Fonds national de solidarité, c'est-à-dire 2500 F par mois, comment faire ?

Voilà comment le gouvernement envisage d'économiser quelques milliards de francs. Le même gouvernement, il y a quelques mois, supprimait l'impôt sur les grandes fortunes à 100000 familles de richards qui de ce fait économisaient 5 milliards de francs... D'un côté, on rogne sur la Sécurité sociale et on menace la santé des plus démunis, de l'autre on soigne celle des coffres-forts des beaux quartiers qui auront droit à la sécurité fiscale.

Les hommes de droite ne se gênent pas. Mais ces attaques ont commencé bien avant mars 1986. C'est un gouvernement socialiste à participation communiste qui, à l'été 1982, a inauguré le "forfait hospitalier", lors d'un train de mesures qui comportait aussi l'institution d'une cotisation à l'UNEDIC pour les salaires des fonctionnaires et l'assujetissement des pré-retraites aux mêmes cotisations que les salaires.

A l'époque, le PS se vantait, par la voix de Beregovoy, de parvenir à équilibrer les comptes de la Sécurité sociale, ce que selon lui la droite n'était pas parvenue à faire. Et le PC protestait contre ces mesures dans *L'Humanité* pendant qu'à l'Assemblée nationale ses députés les approuvaient...

Pierre VERNANT

La guerre ou la santé

Au moment même où il va augmenter le forfait hospitalier et diminuer les remboursements des médicaments, le gouvernement présente un budget militaire qui éclate de santé : 170 milliards avec 6,8 % d'augmentation en cette période d'austérité.

Grâce à quoi les généraux pourront saccager les champs pendant 50 jours de manœuvre par an au lieu de 40, les amiraux pourront bientôt pavoiser avec un sous-marin nucléaire de plus, et la DGSE disposer de plus de gadgets pour ses espions.

Si on comprend bien, le budget de l'armée, c'est fait pour redonner une santé aux militaires, et celui de la santé pour rendre les civils malades.

Le numéro 3 de la Lutte de classe est parue

Au sommaire :

- **HAÏTI**
  Masses en lutte et manœuvres du gouvernement.
- **LA CARAÏBE**
  Arrière-cour de l'impérialisme américain et facteur d'instabilité politique.
- **FRANCE**
  Du terrorisme et de la violence révolutionnaire.
- **ESPAGNE**
  Le gouvernement espagnol peut-il négocier avec l'ETA ?

Ils causent, si au moins c'était tout ce qu'ils savaient faire

Reagan et Gorbatchev se rencontreront à Reykjavik, en Islande, les 11 et 12 octobre prochains. Ce sera le ènième sommet américano-soviétique.

"Tant qu'ils se parlent entre eux, ils ne se font pas la guerre", disent bien des gens. Sans doute. C'est surtout vrai vu de France. Pour les habitants du Liban, d'Afghanistan, du Salvador, ou pour les Irakiens et les Iraniens, c'est autre chose : la guerre, ils l'ont, avec ou sans sommet américano-russe... Jusqu'à ce qu'on en ait une vraie de vraie, généralisée, mondiale, comme le système capitaliste en crise permet de le prévoir, à terme.

Alors, il ne faut pas être dupe des pactes ni des programmes de désarmement : s'ils ont une efficacité, c'est de limiter les quantités d'armes stockées, peut-être (et de consacrer les sommes ainsi libérées à la production d'armes nouvelles, non concernées par les accords de "désarmement"...), de permettre de stocker "seulement" de quoi détruire la planète cinquante fois au lieu de cent fois... Mais de quoi la détruire une fois suffit ! Et ça, on a, et au-delà !

Si les peuples connaissaient leur avenir, sans doute seraient-ils beaucoup plus révolutionnaires. Mais leurs exploiteurs connaissent mieux le danger. Alors, ils tiennent des conférences de la paix et autres rencontres au sommet préventives, pour rassurer, endormir...

Si l'ambassadeur est noir, c'est que le capital n'est pas blanc

C'est donc un diplomate noir que Reagan vient de nommer au poste d'ambassadeur des Etats-Unis en Afrique du Sud.

Est-ce que cela va embarrasser Botha ? Est-ce que ça va toucher le cœur des Noirs d'Afrique du Sud ? Ou seulement plaire à ceux des USA ?

Bref, Reagan fait du vent. A la rigueur des sanctions économiques qui pourraient gêner aux entournures la production et la circulation des marchandises et des capitaux américains, Reagan préfère l'envoi d'un ambassadeur noir. C'est ce qui revient le moins cher.

La SNCF nous roule

La SNCF a décidé de diminuer la réduction sur les billets de congés payés pour économiser 100 millions de francs. La SNCF explique qu'il y a de moins en moins de gens qui utilisent ces billets. Il en reste quand même 2,6 millions par an, et parmi eux ceux qui n'ont pas les moyens de s'acheter une voiture.

Les congés payés avec les billets de train à prix réduit, c'était après 1936 et la grève générale. 50 ans après, c'est ce petit avantage après d'autres qu'on rogne. 1936, 1968, cela fait sûrement trop longtemps que les travailleurs, eux, ne se sont pas "mis en rogne".

Légitimes massacres

Le juge d'instruction de Nouméa, dans la "Nouvelle-Calédonie française" vient de décider un "non lieu" dans l'affaire de la fusillade de Tiendanite, près de Hienghène, qui s'est déroulée le 5 décembre 1984. Comme le parquet de Nouméa n'a pas fait appel, les inculpés ont été mis en liberté. Mais comme le parquet général et la partie civile ont fait appel, eux, l'affaire devrait logiquement avoir des suites judiciaires.

En attendant, les assassins de dix Kanaks sont libres ! Et cela a provoqué une émotion et une indignation considérables dans la communauté kanaque, des débrayages, le boycottage par le FLNKS de certaines cérémonies. Le Haut Commissariat, inquiet, voire anxieux, a dépêché dans certains secteurs des renforts de gendarmerie. A tout hasard.

On sait que le jour de la tuerie, sept colons avaient tendu une embuscade à des militants indépendantistes qui rentraient chez eux après une réunion. Deux véhicules avaient dû s'arrêter car la piste était obstruée par des arbres abattus. Puis la fusillade avait éclaté : dix indépendantistes étaient tués, parmi lesquels deux frères de Jean-Marie Tjibaou. Les blessés avaient été achevés.

Le juge d'instruction et le parquet de Nouméa ont estimé pourtant que les assassins pouvaient être considérés en état de *"légitime défense"*. Dans la situation troublée de l'époque, ils pouvaient se sentir *"abandonnés par la force publique"* qui ne s'occupait pas des vallées perdues ! Et puisque les forces de l'ordre n'étaient pas intervenues, l'attaque des colons devenait un acte de "défense" "légitime" par-dessus le marché.

Voilà ce qu'a décidé la justice française, ou plutôt la justice coloniale.

Les murs ont des oreilles

La nouvelle ambassade des USA, actuellement en construction, à Moscou serait bourrée d'*"appareils d'écoute perfectionnés implantés partout"*, selon une récente inspection du bâtiment par les Américains.

Un secrétaire d'Etat-adjoint US a déclaré qu'il avait des plans pour résoudre ces problèmes. Ah bon, lesquels ? Apprendre aux diplomates le langage manuel des sourds-muets ? A condition bien sûr que les Russes n'aient pas dissimulé aussi des caméras.

Le pire c'est que la construction serait médiocre et qu'on risque de voir un jour la façade s'écrouler. Forcément, quand les maçons russes posent une brique, un micro, une brique, un micro, etc, ça ne peut pas être très solide.

Nous ne sommes pas des fous de dieu

Sans doute pour compenser sa sécheresse cet été, le ciel nous envoie une pluie d'eaux bénites.

Après le tour de piste de Billy Graham, le prédicateur reaganien, à Bercy, c'est le Pape qui vient à Lyon. 7 000 policiers ont été mobilisés pour tenter d'empêcher que se réalise la prédiction de Nostradamus sur l'assassinat du Pape à Lyon.

Le Pape a du mal, cela dit, à faire venir à lui les petits enfants : selon un sondage de la SOFRES, il ne recueille que 18 % de très bonnes opinions chez les jeunes de moins de 25 ans. Et une majorité de catholiques se disent en désaccord avec ses positions en matière sexuelle. Ses positions morales s'entend ! Cela dit, si les Français se disent catholiques, comme ils se disent gaulois, ils ne vont pas jusqu'à pratiquer. La messe, c'est seulement pour les grandes occasions, mariage, baptême, enterrement, là où on est sûr qu'elle est suivie d'un bon gueuleton !

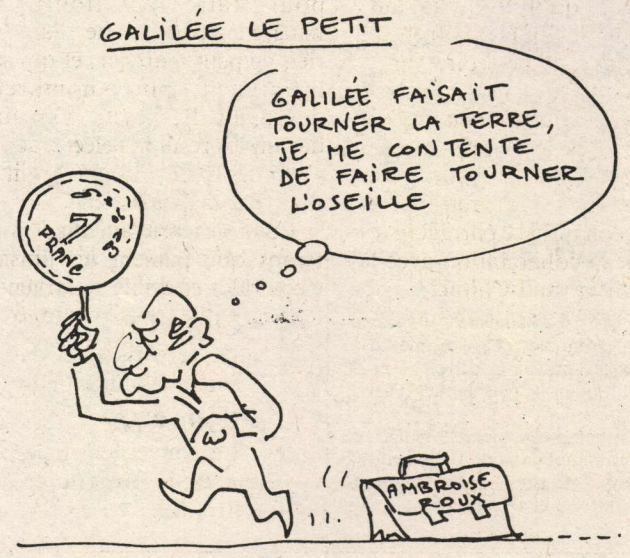
Ambroise sent le roussi !

Ambroise Roux, l'ancien PDG de la Compagnie Générale d'Electricité, est, paraît-il, un fana des phénomènes paranormaux du type transmission de pensée. Avant 1981, quand il était patron du trust, il avait monté un laboratoire sur le sujet, et il vient de publier un livre. Vous savez, un livre du genre "Ce que je crois..."

L'autre jour, à Europe 1, il prétendait faire tourner des stylos par la seule force de la pensée. Il a expliqué que le monde réel n'existait pas, que seule la pensée le faisait exister.

Mais il y a probablement ce qu'il prêche et ce qu'il croit ; ou alors, l'âge abîme cet ancien polytechnicien ! Car ce n'est pas la philosophie selon laquelle la matière n'est qu'apparence qui a pu lui assurer la place d'un des PDG les mieux payés de France, avec environ 200 000 F... par mois !

Son état matériel est assuré. Mais son état moral !

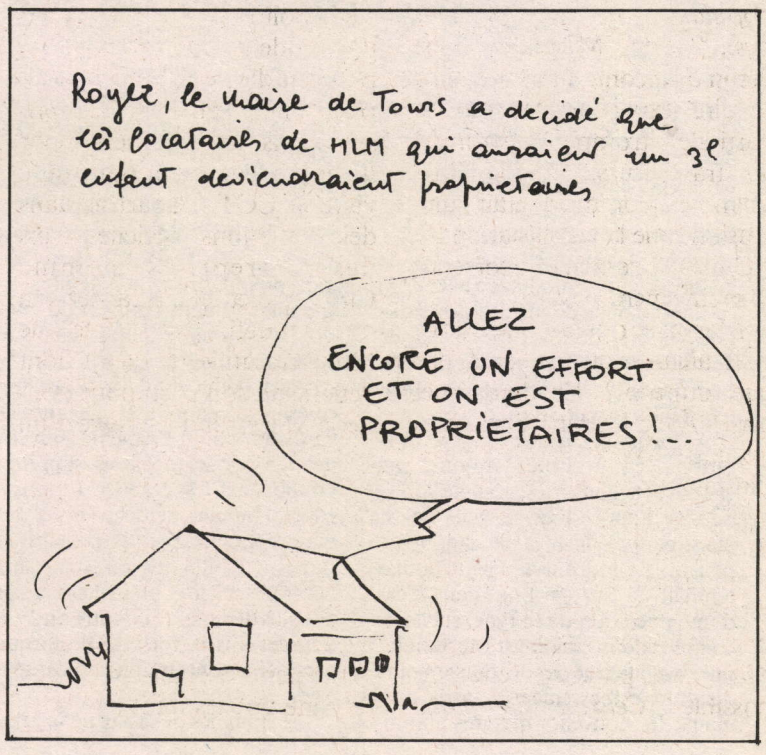


Du signe du singe ascendant jeune loup !

A en croire le journal *Le Monde*, les boîtes de recrutement de cadres supérieurs ont parfois de drôles de méthodes. Afin de sélectionner les grosses têtes qui seront dignes de devenir le bras droit du patron, certaines ont mis au point des examens faisant appel à la graphologie (l'étude de l'écriture), à la gestique (l'étude du comportement et des gestes) et à la numérologie. Là, ça se complique : il s'agirait d'attribuer une valeur à chaque lettre du prénom et de comparer avec la date de naissance ! Sans oublier l'astrologie, bien évidemment (prière d'indiquer l'heure de sa naissance dans son curriculum vitae !).

Certains analyseraient aussi le sang des candidats. Des fois qu'il y aurait des globules intelligents...

En tout cas, si c'est comme cela que sont sélectionnées les grosses têtes et les gros salaires, tout s'explique !



PCF: le problème de Marchais: comment regagner des voix pour recommencer la même politique

Le Parti Communiste a fait 6,33 % des voix aux élections de Haute-Garonne. Il a perdu encore 10 000 voix par rapport aux élections précédentes de mars 1986. Certes, tous les partis ont accusé le coup, en valeur absolue du fort taux d'abstention, mais c'est quand même sur fond de déclin électoral persistant — en dix ans, le PC est passé de quelque 20 % des voix à trois fois moins — et inquiétant pour les militants, que s'est tenu le Comité central du Parti.

Dans son rapport politique, publié dans *L'Humanité* sous le titre *"Rassemblement dans la vie pour le changement de société"*, Marchais affirme : *"Notre attitude face à l'agression du pouvoir contre les travailleurs et le pays ne souffre donc aucune ambiguïté : c'est l'opposition franche, résolue, combative. Nous proposons un but : le changement ; nous désignons un moyen : l'union dans l'action"*.

Mais si Marchais parle de luttes, et d'union dans l'action, c'est en quelques lignes seulement. Et c'est pour en venir au fait que *"la lutte en bas pour des objectifs immédiats ne suffit pas à résumer le sens de la perspective que nous offrons"*, et insister surtout sur les perspectives politiques proposées par le PCF.

Certes, Marchais proclame : *"Oui, le socialisme est à l'ordre du jour. C'est même la réponse la plus complète aux problèmes posés à notre pays"*. Mais puisque *"compte tenu du rapport de force en France le socialisme n'est pas pour demain"*, Marchais n'a une fois de plus rien d'autre à proposer que son *"rassemblement populaire majoritaire"*. *"Nous ne voulons à aucun prix recréer des illusions meurtrières ; nous voulons des accords qui ne se substituent pas au mouvement populaire, ne le corsètent pas..."*, dit Marchais. Une façon de reconnaître, mais sans le dire explicitement, que le parti s'est trompé et a trompé les travailleurs, que le Programme Commun était une illusion, que la participation du PC au gouvernement corsetait le mouvement ouvrier.

Mais avec qui faire cette nouvelle alliance qui ne serait pas une duperie ? Et dans quel but ? Avec le Parti Socialiste, explique Marchais, c'est pour l'instant exclu car le PS n'en veut pas, il est d'accord avec la droite pour marginaliser le Parti Communiste et créer soit une bipolarisation à l'anglaise, soit une cohabitation permanente. Mais cela pourrait redevenir possible. *"Cela signifie-t-il que l'union avec d'autres forces est devenue une simple hypothèse d'école ? Ce serait considérer que la disposition des formations politiques et le rapport des forces actuelles serait en quelque sorte éternels... Que notre parti ne pourrait plus dépasser son score actuel de 10 %"*.

Et nous y voilà aux perspectives politiques, complément indispensable de la mobilisation dans les luttes, telles que les voit Marchais : le PS nous boude parce qu'il n'est plus contraint de compter électoralement avec nous. Si le PC remontait à 15 % ou 20 % le rapport de force ne serait plus le même et l'union avec d'autres forces politiques (les mêmes qu'en 1981 puisqu'il n'en existe pas d'autres) ne serait plus une *"hypothèse d'école"*.

Peut-être. Mais ce serait alors une triste conclusion. On prend les mêmes et on recommence !

Est-ce pour cette perspective-là qu'il faudrait, comme le leur propose Marchais, que les militants communistes se remobilisent, qu'ils organisent partout des assemblées de débat pour faire connaître les propositions de leur parti, qu'ils mobilisent la jeunesse, qu'ils fassent un effort accru pour vendre *L'Humanité* à chaque carrefour ?

Oui, Marchais sait qu'il peut compter sur le dévouement des militants communistes pour relever le Parti que sa politique a fait chuter, même si rien ne dit que c'est armés de telles perspectives politiques qui ont fait faillite que les militants arriveraient à retrouver les électeurs perdus. Il sait que c'est le dévouement de ses militants qui a toujours réussi dans le passé à regagner au Parti Communiste la confiance d'une large fraction de la classe ouvrière, même lorsque la direction du Parti avait mené une politique fausse. Mais l'effort de ces militants qui ont pendant dix, quinze ans, voire plus, milité dans les entreprises, dans les quartiers pour défendre leur parti, pour faire vivre la CGT, et parfois dans des conditions difficiles dans des entreprises comme Citroën, cet effort a servi à quoi en définitive ? A ce que Marchais utilise le crédit dont bénéficiait son parti pour donner à Mitterrand le visage d'un homme de gauche ? Utilise le poids électoral de ce parti pour marchander quatre portefeuilles de ministres ? Use l'influence de la CGT à cautionner pendant trois ans la politique d'austérité du gouvernement socialiste ? Sape l'estime que les militants communistes avaient pu gagner dans les rangs des travailleurs immigrés en lâchant les ouvriers de Talbot en grève contre leur licenciement pour que Fiterman, Riboux, Ralite et Le Pors gardent leurs sièges de ministres quelques mois de plus ?

Et maintenant ce serait pour vaincre l'ostracisme des autres partis à l'égard du Parti Communiste, et rendre à nouveau possible l'union avec d'autres forces politiques, c'est-à-dire en gros les mêmes qu'en 1981, qu'il faudrait à nouveau que les militants se remobilisent ?

Dans la situation actuelle, évidemment, des luttes locales pour des objectifs immédiats ne suffisent pas. La classe ouvrière a à faire face à une offensive d'ensemble du patronat contre son niveau de vie, à une politique délibérée du gouvernement (et c'était déjà vrai sous le gouvernement précédent) pour accroître les profits des patrons sur le dos des travailleurs. Et il faut non seulement qu'elle entre en lutte pour ses revendications immédiates, mais qu'elle devienne une force politique. Mais ce n'est certainement pas sur le terrain électoral qu'est sa force. Elle vient d'en faire l'expérience de 1981 à 1985.

La bourgeoisie, elle, sait très bien imposer sa politique au gouvernement grâce au poids que lui donne sa richesse, au pouvoir de décision directe que lui donne le fait de posséder les moyens de production, et des amis, des cousins, des frères dans les ministères et les administrations. C'est par là que les patrons imposent leur politique, bien plus que par les élections, et même quel que soit le résultat des élections.

La classe ouvrière, elle, a une force bien plus grande. C'est elle qui produit toutes les richesses ; elle, sans le travail de qui l'argent des patrons ne serait plus que des bouts de papiers inutiles ; elle fait fonctionner tous les rouages de la société. Et c'est en utilisant cette force-là, et seulement ainsi, qu'elle pourrait mettre en échec la politique gouvernementale, imposer ses propres mesures, face à la crise. C'est pour cela qu'il lui faudrait un Parti Communiste, un vrai.

Le Parti Communiste aujourd'hui est en faillite. Pas à cause des idées communistes. Pas à cause du manque d'efforts de ses militants. Mais à cause de la politique de sa direction. Sa disparition serait un recul pour le mouvement ouvrier. Mais s'il faut qu'il renaisse, ce n'est sûrement pas pour recommencer la même politique. Ce qu'il faut c'est reconstruire un vrai Parti Communiste. Un parti qui ne coure pas derrière les postes de députés et de ministres, qui n'utilise pas la classe ouvrière pour se faire, lui, une place dans la société actuelle. Mais un parti qui soit réellement au service de la classe ouvrière. Un parti pour les luttes. Un parti qui cherche à redonner confiance à la classe ouvrière en sa force, sa force réelle, celle qui vient du rôle indispensable qu'elle joue dans la production, et qui lui montre la voie pour utiliser cette force à changer le monde.

Olivier BELIN

Elections partielles en Haute-Garonne :

Les urnes et le pays réel

Les élections législatives partielles de Haute-Garonne n'auront pas passionné les foules de la région de Toulouse... En tout cas, le taux d'abstention est passé de 19,78 % en mars dernier à 31,20 %. Mais il est vrai que, même d'un strict point de vue parlementaire, il n'y avait aucun enjeu. Sur le plan de l'arithmétique parlementaire, les résultats sont identiques à ceux de mars dernier : quatre sièges à la majorité de droite, quatre sièges au Parti Socialiste.

De ces résultats, seuls les états-majors de la droite et du Parti Socialiste ont lieu d'être satisfaits.

La droite parce qu'elle améliore ses scores de mars dernier (45,93 % contre 43,11 %), et le Parti Socialiste parce qu'il les maintient (37,38 % contre 37,90 %) malgré la présence d'une liste socialiste dissidente (1,43 %) et d'une liste MRG (1,09 %).

Quant au Parti Communiste, ses résultats continuent de chuter : 6,33 % contre 7,98 % en mars dernier (mais 19,04 % en mars 1978...). Pour ce qui est de la liste de notre mouvement, Lutte Ouvrière, elle a récolté 0,51 % contre 0,65 % en mars dernier.

Alors oui, la droite et le Parti Socialiste peuvent se réjouir. Ce sont eux qui occupent l'essentiel du terrain parlementaire. Et si Toulouse est vraiment un test national, si les tendances qu'on y observe sont celles qui s'exprimeront ailleurs, la bipolarisation autour des partis du centre est en marche. Les partis de droite peuvent de plus constater qu'ils ne sont pas encore, au bout de six mois, électoralement usés. Le Parti Socialiste peut penser qu'il reviendra peut-être un jour au gouvernement puisqu'il est la principale formation dans l'opposition — si on peut parler d'opposition dans la cohabitation — et qu'il n'a pas fait, autant que le PCF, les frais de son passage au pouvoir, sur le terrain électoral.

Droite et Parti Socialiste se sont partagés les sièges moitié-moitié, quatre députés pour l'un, quatre députés pour l'autre. De la même façon qu'il se partagent les tâches de la cohabitation avec le couple Mitterrand-Chirac.

Si la politique ne quitte pas l'arène électorale et parlementaire, ceux qui nous gouvernent peuvent penser qu'ils n'ont qu'à continuer comme ça et que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais lorsque la gauche avait obtenu la majorité en 1981, dans l'ensemble du pays, est-ce que même avec ceux qui se disaient les amis des travailleurs, tout n'avait pas continué comme avant et même empiré ? Majorité de gauche ou majorité de droite, c'est toujours la politique des possédants que l'on nous sert. Le résultat des urnes ne change pas le rapport des forces réel. Les plus riches, les patrons des grandes sociétés, n'ont pas besoin des élections pour influer sur les décisions du pouvoir, ils se servent de la force économique que leur confère leur propriété sur les entreprises. Pourquoi les travailleurs qui sont indispensables pour faire fonctionner la machine économique, sans qui rien ne peut marcher, et qui sont infiniment plus nombreux, devraient-ils, eux, s'incliner devant les résultats électoraux, et s'estimer battus sur un terrain qui n'est pas le leur ?

Pour les travailleurs, il est temps que passent les illusions électorales et qu'ils se servent de leur véritable force en employant leurs propres armes et en défendant directement leurs intérêts.

Jean-Jacques FRANQUIER

le 1er octobre 1946, s'achevait le procès de Nuremberg.

Les justiciers n'étaient pas différents des criminels nazis qu'ils avaient mis dans le box des accusés.

Il y a quarante ans, le 1er octobre 1946, s'achevait le procès de Nuremberg, où étaient jugés deux des plus hauts dignitaires nazis, par un tribunal composé de représentants des quatre puissances vainqueurs, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et URSS.

En organisant un procès grandiose des chefs nazis, répercuté par la presse du monde entier, les alliés se donnaient bonne conscience : la guerre, c'était la faute aux gouvernants allemands, et à eux seulement. Présenté comme un événement sans précédent, ce procès n'était qu'une réédition spectaculaire de la pratique classique à la fin de chaque guerre : faute aux vaincus ! Les crimes des vainqueurs, les bombardements massifs de Berlin ou de Dresde, les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, alors que la guerre était déjà de fait gagnée, étaient, eux, des hauts faits d'armes.

DEDOUANER LES IMPERIALISTES VAINQUEURS DE LEURS RESPONSABILITES DANS LA GUERRE

Avait-on besoin de faire 315 jours de débat, d'appeler à la barre 240 témoins de haut rang, de recueillir 300.000 déclarations pour prouver la responsabilité dans les crimes nazis d'un Goebbels, créateur entre autres de la Gestapo, d'un Rosenberg, responsable de la propagande nazie, d'un Ribbentrop, ancien ministre des affaires étrangères, du maréchal Keitel, du général Jodl et des autres ? Six millions de juifs morts dans les camps d'extermination, le pillage de l'Europe occupée, les massacres destinés à terroriser les populations, les millions de déportés étaient des preuves suffisantes qui condamnaient tous ceux qui y avaient pris part à des postes de responsables.

Mais pour comprendre comment Hitler avait pu accéder au pouvoir, réarmer l'Allemagne puis entraîner le monde dans la guerre, il aurait fallu aussi faire la lumière sur l'attitude des autres grandes puissances à son égard. Car leurs dirigeants avaient été soulagés, en 1933, de voir Hitler accéder au pouvoir ; de le voir en situation d'écraser le prolétariat allemand, ce prolétariat qui avait mené des combats révolutionnaires à peine une décennie plus tôt, en 1919, 1921 et 1923 et qui, plus gravement touché que les autres prolétariats européens par la crise, aurait pu se lever à nouveau.

Alors les dirigeants français, anglais, l'aimaient bien, Hitler, le fréquentaient, palabraient avec lui, négociaient. Ils lui avaient laissé les mains libres pour entamer en 1935 le réarmement de l'Allemagne, puis réinstaller en 1936 des troupes dans la Rhénanie démilitarisée par le traité de Versailles.

ENTRE GENS DU MEME MONDE

Et le Maréchal Keitel avait beau jeu, pour sa défense, de rappeler qu'en 1938 la France et la Grande-Bretagne avaient laissé Hitler occuper la Tchécoslovaquie et signé le traité de Munich, alors que l'Allemagne était encore loin d'être suffisamment équipée pour pouvoir résister à une offensive militaire anglo-française si ces pays avaient choisi de ne pas le laisser faire. L'avocat de Goering avait beau jeu de rappeler les pourparlers que celui-ci avait mené par l'intermédiaire d'un industriel suédois, avec le gouvernement britannique à propos de la revendication allemande sur le couloir de Dantzig (actuelle Gdansk), ou de rappeler comment la France et la Grande-Bretagne restèrent inactives lors de l'occupation de la Pologne, malgré le traité qui les liaient en principe à la Pologne.

Mais sur l'attitude des alliés occidentaux au moment de l'installation du fascisme comme au moment des premières opérations de la guerre, il n'était pas question de faire de la lumière au procès de Nuremberg ; comme il n'était pas question d'en faire sur l'attitude de l'URSS stalinienne qui en 1939 avait signé un pacte d'alliance avec l'Allemagne et s'était partagé avec elle la Pologne. Il n'était pas question de juger les responsabilités de ces puissances-là dans la guerre puisque, vainqueurs, c'étaient elles qui s'érigeaient en juges.

C'était donc finalement entre gens du même monde, d'un côté de la barre comme de l'autre, que se déroulait le procès de Nuremberg, même si la règle du jeu de la guerre était qu'il fallait condamner les chefs des vaincus, et eux seuls.

Et, par rapport aux crimes inqualifiables commis, on les condamna d'ailleurs avec parcimonie : sur les vingt et un accusés au procès, onze furent condamnés à mort et pendus dans la nuit du 15 au 16 octobre (à l'exception de Goering qui réussit à se suicider avant) ; les autres furent condamnés à de la prison ; trois même furent acquittés : ils n'avaient fait que "servir la patrie".

KRUPP AMNISTIE

Mais surtout, on avait pris soin de sélectionner les inculpés du procès de Nuremberg... et les absents, les industriels et les banquiers allemands qui avaient financé les hordes nazies pour qu'elles matraquent les ouvriers, qui avaient

confié en 1933 le pouvoir à Hitler, qui avaient besoin de la guerre pour relever leur industrie ; autrement dit, les principaux responsables du nazisme.

En premier lieu, il y avait Gustav Krupp, le magnat de l'acier, le principal marchand de canons, qui avait déjà fait fortune par les guerres de 1870 et 1914-18. Il avait financé la campagne électorale d'Hitler en 1933 ; il était devenu président du Reichsgruppe Industrie (chargé d'organiser l'industrie du Reich) sous Hitler, et il était le vrai maître de Hitler.

La guerre de 1939-45 lui avait permis de s'approprier de nombreuses usines à l'Ouest comme à l'Est, de faire main basse sur les usines métallurgiques du bassin du Donetz. En 1944, 100.000 sur les 175.000 ouvriers de ses usines étaient des prisonniers de guerre ou des déportés. Son usine de fusées près d'Auschwitz avait été construite par les juifs du camp...

Mais Krupp avait été dispensé de comparaître à Nuremberg, pour raisons de santé ! Les Etats-Unis préféraient en fait le garder prisonnier chez eux pour que soit moins public l'arrangement qu'ils allaient faire avec lui.

En 1948, Krupp fut condamné par un tribunal militaire américain à douze ans de prison pour "crimes contre l'humanité". Mais il fut amnistié en 1951. On lui restitua sa fortune personnelle, confisquée trois ans plus tôt et il reprit la direction de ses affaires (dont il avait continué à s'occuper de sa prison). Il redevint un homme honorable ! En 1961, le président de la République fédérale allemande vantait les mérites de la famille Krupp à l'occasion du 150e anniversaire de la firme, firme qui, en 1963, redevenait, pour quelques années, le premier groupe industriel européen.

LA DENAZIFICATION DE L'ALLEMAGNE : UNE MYSTIFICATION

Le grand procès de Nuremberg fut suivi de douze autres procès dans la même ville jugeant des dirigeants nazis de moindre importance ; et localement, des milliers de cadres nazis comparurent devant des tribunaux militaires alliés. Afin de "purger" les administrations, des centaines de milliers de personnes, notamment en zone américaine, furent soumises à un "questionnaire" destiné à déterminer leur rôle depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Mais cette "dénazification" restait surtout symbolique : les alliés n'étaient pas entrés en Allemagne pour libérer le peuple allemand du nazisme : ils y étaient entrés en vainqueurs. Et c'est d'ailleurs pour bien le montrer, pour terroriser la population allemande qu'ils avaient fait des bombardements massifs sur les villes allemandes. Il s'agissait pour eux de remettre le plus vite en place, pour contrôler la population, une administration, une police allemande. Et les procès, l'épuration limitée des cadres nazis les plus compromis, était l'alibi à la remise en selle du même appareil d'Etat, des mêmes cadres qu'auparavant pour l'essentiel, à peine blanchis.

Nombre d'anciens cadres nazis ont pu ainsi continuer à faire carrière, et même parfois une belle carrière (il y en a même un qui a récemment défrayé la chronique en Autriche puisqu'après avoir été secrétaire général de l'ONU, il vient d'être élu président de la République).

Comme après chaque guerre, la guerre de 1939-45 devait être la "der des der". Et les procès de Nuremberg devaient éliminer les fauteurs de guerre, condamner la barbarie, au nom des grandes démocraties.

Mais la Seconde guerre mondiale allait être immédiatement suivie des mouvements de révolte des peuples coloniaux d'Asie et d'Afrique ; de vraies révolutions, dans ces pays où les impérialistes vainqueurs, les chefs des "démocraties", étaient les maîtres. Et les méthodes de la France au Viet-Nam de 1946 à 1954, puis en Algérie de 1954 à 1962 ; les méthodes des Etats-Unis au Viet-Nam aussi de 1954 à 1972 ; de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas dans leurs anciennes colonies d'Asie, n'eurent pas grand chose à envier aux méthodes de l'armée nazie. Sans parler des anciens tortionnaires nazis recyclés par les soins de la CIA comme conseillers militaires, spécialistes ès-répression auprès des dictatures d'Amérique latine, dont Klaus Barbie, récemment extradé en France n'est qu'un des exemples.

Car les justiciers de Nuremberg n'étaient pas différents de ceux qu'ils avaient mis dans le box des accusés. Les juges étaient de la même race — ou disons de la même classe, car nous ne sommes pas racistes — que les assassins.

Charles DREY

INTERNATIONAL

L'AFGHANISTAN, "L'HUMANITÉ" ET L'URSS

***L'Humanité*, quotidien du PCF, a publié pendant trois jours un long reportage de son envoyé spécial, Francis Crémieux, sur *"le pays de la guerre non déclarée"*, l'Afghanistan.**

Certes, tout n'y va pas pour le mieux, mais, explique en substance *L'Humanité*, la *"résistance contre-révolutionnaire"* serait de plus en plus isolée, même si elle dispose du soutien du Pakistan voisin et surtout des fonds et armes fournis par la CIA américaine. Selon un général de corps d'armée afghan, présenté comme un *"doux géant"*, *"sur l'ensemble du territoire, la contre-révolution* (ne) *compte* (plus que) *40.000 à 45.000 hommes. (...). Ce sont des bandits, violeurs, voleurs, assassins (...), des mercenaires illettrés, qui doivent se payer sur l'habitant"*. Mais face à eux, dit le général, *"jamais notre armée n'a été aussi forte"*. La preuve ? Des tribus auparavant hostiles se seraient ralliées au régime, et puis la durée du service militaire a été diminuée d'un an.

"La vie continue, explique donc Crémieux, *les bazaris* (marchands) *bazardent, les ajusteurs ajustent, les vigneront vendangent"*, *"sauf,* doit-il quand même préciser, *quand frappe la "résistance"*.

Il est évidemment difficile, d'ici, d'apprécier quel est le rapport de force militaire sur le terrain. Mais Crémieux laisse entendre que tout n'est pas réglé quand il explique que, pour atterrir à Kaboul, son avion a dû prendre un luxe de précautions. Sur terre même, c'est pire, à tel point qu'il recommande : *"Pour votre sécurité* (...), *prenez l'avion"*, c'est moins dangereux pour voyager *"que les camions ou autocars" !*

Crémieux cherche pourtant à atténuer cette déplorable impression : *"La discorde règne chez l'ennemi"*, dit-il, *la bête à l'agonie peut encore nuire"*, mais les autorités sont confiantes. La population le serait aussi. Il a rencontré pour en témoigner, des ouvriers, des enseignants, des militaires, *"des propriétaires d'immeubles, de boutiques"*, et même des trafiquants de devises que le régime tolère. C'est dire !

Les seuls que Crémieux ne semble pas avoir rencontrés, ce sont des dizaines de milliers de soldats soviétiques (entre 80.000 et 140.000 selon des estimations occidentales) qui ne sont tout de même pas venus en Afghanistan en touristes ! Ces troupes, qui mènent une guerre apparemment difficile depuis bientôt sept ans, Crémieux ne les a pas vues, mais il sait... qu'elles vont partir : *"De retrait en retrait,* dit-il, *il ne restera un jour dans ce pays que des forces nationales capables de repousser un agresseur éventuel.* (...). *Il n'est question ici que de retour au pays d'opposants connus* (...), *le bazar parle même du roi"*.

Cette mention du "roi", l'insistance avec laquelle Crémieux parle d'autres rois afghans *"modernistes"* parce qu'amis de l'URSS ne sont pas fortuites, tout comme l'immense photo illustrant son premier article, où l'on voit les dignitaires du régime, y compris le président "communiste", Babrak Karmal, en train de prier, avec comme légende : *"La religion de l'Afghanistan est l'islam* (selon la) *Constitution de 1980"*. Evidemment, cela ne "colle" pas trop avec les affirmations de Crémieux qui tente d'opposer *"les ténèbres de l'ignorance"*, *"l'obscurantisme"* de la résistance au modernisme d'un régime qui aurait dit *"adieu au Moyen Age"*. Mais cela s'accorde fort bien, en revanche, avec les préoccupations actuelles de l'URSS.

Celle-ci se trouve embourbée dans une sale guerre, depuis des années et, même si elle rencontre, peut-être, des succès militaires, voire politiques sur place, elle semble ne plus trop voir des avantages de l'opération afghane. Et c'est sans doute pourquoi le Kremlin répète avec insistance depuis quelque temps qu'il est prêt à retirer progressivement ses troupes (certaines ont déjà été symboliquement rapatriées en URSS) pourvu que soit trouvé un accord garantissant l'ordre sur place. Un accord dont *La Pravda* disait, au printemps dernier, qu'il devait s'établir entre toutes les forces politiques, *"y compris avec celles qui ont des positions hostiles à la révolution"*.

On est loin des raisons invoquées par Crémieux (et par l'URSS) pour justifier cette *"guerre non déclarée"* qui opposerait les tenants de *"l'obscurantisme"* et du *"féodalisme"*, à ceux du *"progrès"*, quand on voit se profiler l'ombre d'un roi derrière un Babrak Karmal en prière. Par contre, on se trouve au cœur des préoccupations d'une bureaucratie soviétique qui s'est, dans le passé, fort bien accommodée de dictateurs comme Daoud ou de divers rois afghans, pourvu qu'ils soient capables de museler leur peuple.

Or c'est justement parce que Daoud n'y arrivait plus qu'il avait été renversé en 1978, et que le Kremlin avait dû envoyer de plus en plus de troupes dans le pays, en décembre 1979.

Seulement, si les armées de la bureaucratie ont peut-être "pacifié" une portion du territoire sous un tapis de bombes et de napalm (ce qui n'empêchait pas *La pravda* d'annoncer, le 10 juin dernier, qu'au-dessus même de la capitale, Kaboul, un officier supérieur soviétique venait d'être abattu avec son hélicoptère), la poursuite de cette guerre commence à poser de sérieux problèmes à la bureaucratie, en URSS même.

DES RETOURS DE BATON EN URSS MEME

Dans les régions musulmanes d'Union Soviétique, les dénonciations officielles sont de plus en plus fréquentes contre les courants islamiques intégristes traités de *"fanatiques"*, *"anticommunistes"* ou *"anti-Russes"*. Lors du XXIe Congrès du PC d'Ouzbékistan, le premier secrétaire de cette République soviétique s'en est pris, de la même façon, à *"l'Islam* (qui) *pave la voie au nationalisme, au chauvinisme et à l'hostilité ethnique"*. Cela peut indiquer que la lutte des résistants musulmans d'Afghanistan trouve quelque écho auprès d'une fraction de la population musulmane d'Union Soviétique.

Et puis, ce n'est pas tout, et peut-être pas le pire pour la bureaucratie. Il semble en effet que nombre de soldats de retour d'Afghanistan soient dans un état d'esprit qui rappelle celui des GI's revenant du Vietnam. Et cela préoccupe encore plus la bureaucratie, car cela touche toutes les fractions de la population, y compris dans la partie européenne de l'URSS.

Ceux qui ont vu les horreurs d'une guerre à outrance contre toute une population, ceux qui en sont revenus vivants ne semblent plus aussi facilement accepter la discipline que la bureaucratie entend imposer. Les liens noués dans les combats entre ces jeunes soldats ne disparaissent pas aussi facilement quand ils reviennent au pays et se maintiennent parfois contre la hiérarchie dans les entreprises ou les usines.

A Moscou, au printemps dernier, des jeunes dans ce cas auraient même publiquement manifesté. La manifestation a été réprimée, mais l'alerte avait été estimée suffisamment grave pour qu'aussitôt les autorités fassent une concession. Désormais, elles reconnaissent aux anciens d'Afghanistan ce qu'elles leur refusaient jusqu'alors, le statut d'ancien combattant (avec les avantages sociaux qui lui sont liés). En outre, elles ont accordé à ces jeunes des priorités pour des emplois considérés comme privilégiés, pour la reprise de leurs études ou par l'obtention d'appartements dans des grandes villes comme Moscou.

Et c'est sans doute cela, ces difficultés internes que la guerre d'Afghanistan crée à la bureaucratie, plus que les difficultés à venir à bout de la résistance, sur le terrain même qui explique que le Kremlin soit pressé d'en finir avec cette sale guerre. Comme la France impérialiste en a fait l'expérience en Algérie ; ou les Etats-Unis au Vietnam,

D.A.

L'URSS A LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION POUR SE DEGAGER DU BOURBIER AFGHAN

GRANDE-BRETAGNE

UN PARTI TRAVAILLISTE SUR LES TRACES DE MITTERRAND

Depuis le début du siècle, le drapeau rouge, l'étendard de la révolte ouvrière, était l'emblème du parti travailliste. Ses dirigeants l'avaient trahi, bafoué, foulé aux pieds à maintes reprises. Mais cet emblème restait comme une référence symbolique au passé combattant des fondateurs du mouvement travailliste.

Eh bien, c'en est fini. Les dirigeants travaillistes ne veulent même plus de cette lointaine référence. Désormais, c'est la rose de Mitterrand qui remplacera le drapeau rouge des travailleurs.

C'est donc le rappel des bons et loyaux services rendus à la bourgeoisie par le Parti Socialiste en France qui va dominer le congrès du Parti Travailliste ouvert le 29 septembre à Blackpool.

A la tribune du congrès vont se succéder Kinnock — le leader du parti — et tous les partisans du "nouveau réalisme". Peu importe d'ailleurs si quelques motions "rebelles", défendues par des militants mécontents, viennent troubler la bonne harmonie du congrès. De toute façon, il y a longtemps que le ton est donné, et que les dirigeants du parti ont énoncé les grandes lignes de ce que sera leur politique si, comme c'est probable, ils reviennent au pouvoir aux prochaines élections, c'est-à-dire au plus tard en 1988.

Pour les dirigeants travaillistes, il s'agit tout autant de courtiser les voix de la petite-bourgeoisie, que d'enlever le moindre espoir de changement à la classe ouvrière. Hattersley, le futur ministre des Finances travailliste, a annoncé cet été que, sans doute, il faudrait en venir à réhausser les bas salaires. Mais en attendant ce jour, et pour le préparer, il faudrait que les salariés "plus aisés" acceptent de se serrer la ceinture et de faire des sacrifices ! Plus récemment, le même Hattersley expliquait à un parterre d'hommes d'affaires new-yorkais que le futur gouvernement travailliste ne retomberait pas dans les vieux errements du passé et s'abstiendrait de toute mesure de contrôle des devises ou des échanges extérieurs. Et il ajoutait : *"Nous n'avons pas l'intention de remettre en vigueur les tranches d'imposition très élevées qui frappaient les hauts revenus sous le dernier gouvernement travailliste"*.

Plus récemment encore, au début septembre, le congrès du TUC — qui rassemble la plupart des syndicats — a été l'occasion pour les dirigeants syndicaux d'affirmer par avance leur allégeance au futur gouvernement travailliste. Alors qu'ils dénoncent depuis des années les restrictions apportées au droit de grève par le gouvernement Thatcher, ils ont proclamé leur volonté d'accepter et de faire respecter des restrictions analogues sous un gouvernement travailliste.

En fait, tout ce qui constituait depuis la Seconde Guerre mondiale l'originalité — au moins apparente — du Parti Travailliste est désormais jeté aux oubliettes. Crise oblige ! Jusqu'aux nationalisations dont il n'est plus question aujourd'hui et qui sont remplacées par un mécanisme permettant à l'Etat d'injecter de grandes masses de capitaux dans l'économie sans pouvoir exiger en contrepartie le moindre droit de regard.

Sur le fond, bien sûr, ces renoncements à ce que l'on a considéré depuis des années en Grande-Bretagne comme des "mesures de gauche" ne marquent pas un grand changement dans la politique travailliste. Et l'austérité que les travaillistes imposeront demain à la classe ouvrière, s'ils l'emportent, sera celle qu'ils lui ont imposée déjà, dans les années qui ont précédé l'arrivée au pouvoir des conservateurs.

Ce qui a changé, c'est surtout la profondeur de la crise. Et ce qu'annonce l'acharnement des dirigeants travaillistes à retirer toute illusion, tout espoir aux travailleurs, c'est leur détermination à combattre tout mouvement de révolte, toute revendication susceptible de remettre en cause les profits que la bourgeoisie anglaise a extorqués à la classe ouvrière ces dernières années au prix d'une aggravation générale de ses conditions de vie.

François ROULEAU

La grève à EDF-GDF

UN AVERTISSEMENT

Après une grève de deux à trois semaines, les 5.000 grévistes des cinq centres parisiens de la distribution de gaz et d'électricité ont repris le travail au début de la semaine.

Les dirigeants syndicaux n'en disaient rien le vendredi 26 septembre. Mais ils décidaient la reprise en intersyndicale au cours du week-end et la faisaient voter lundi matin 29 septembre dans les assemblées générales d'agence ou de centre. La reprise a été votée massivement, une petite minorité déterminée seulement se prononçant pour la poursuite de la grève.

Il faut dire que l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CFTC-GNC (CGT des cadres) qui a dirigé le mouvement de bout en bout, a mis tout son poids pour atteindre cet objectif.

Pourtant, le vendredi encore, lors des assemblées générales, les dirigeants syndicaux annonçaient que les discussions avec la direction étaient au point mort. Samedi, les discussions n'ont pas avancé d'un pouce ; par contre les syndicats, eux, ont reculé en décidant la reprise.

Ils ont décidé d'arrêter la grève en parlant de "compromis acceptable" alors qu'aucune des revendications n'avait été satisfaite. Le déclassement prévu par la direction n'est pas remis en cause, de même que les sanctions prises contre les six travailleurs de Dautancourt pour avoir occupé l'agence (la première à être entrée en lutte contre les attaques de la direction). Le seul acquis pour ces travailleurs, c'est que la direction revient sur la retenue de salaire. Cependant, un conseil de discipline aura lieu le 10 octobre.

Les fédérations syndicales ont décidé d'arrêter la grève alors que le mouvement pouvait continuer en s'approfondissant. Des centaines de grévistes ont participé de jour ou de nuit à l'occupation de 14 des 16 agences pour faire connaître la grève à la clientèle, des cinq ATIC (informatique du centre) pour bloquer les émissions de facture, de 4 GLE sur 5 (sous-stations de distribution de l'électricité) pour procéder à des coupures. Mais ils n'avaient pas encore utilisé toutes leurs cartouches. En particulier, la puissance que représentent tous les autres travailleurs du gaz et de l'électricité, mais qui à aucun moment n'ont été sollicités pour se joindre à la grève : à commencer par les 15.000 électriciens et gaziers de la région parisienne, sans parler des 120.000 travailleurs d'EDF-GDF de tout le pays.

D'autant plus que la semaine dernière, d'autres centres de l'Ile-de-France ont fait grève, à Evry et à Asnières par exemple, contre des suppressions d'emplois !

C'est la force déterminée de fractions toujours plus nombreuses de travailleurs qui peut les faire craindre de la direction et du gouvernement. Mais il faut croire que c'est cette force-là que craignent aussi les dirigeants des fédérations syndicales.

Cette grève, la plus importante grève à EDF-GDF (Paris) depuis 1974, est terminée. Mais pour un certain nombre de travailleurs, ce n'est que partie remise.

La reprise à Paris-Ouest

Jeudi 25, les syndicats décidaient d'occuper la station Eylau et de fermer le lendemain l'agence Possoz dans le 16e arrondissement. Le soir à Eylau, nous étions une trentaine dans le poste et plusieurs grévistes présents, y compris CGT, reprochaient aux syndicats de ne pas avoir pris la décision de couper et d'occuper dès le début de la grève, et voulaient occuper dès la nuit. Il a été décidé finalement de couper le 16e le lendemain à 8 heures, mais cela n'a été fait que sous la pression des grévistes présents car les syndicats tergiversaient à nouveau, disant qu'ils voulaient éviter toute provocation...

La provocation, elle, est venue le lendemain sous forme d'une manifestation d'à peine une trentaine de commerçants du 16e et dont Mesmin, le maire UDF de l'arrondissement, avait pris l'initiative. Il y avait là aussi quelques crânes rasés soi-disant prêts à casser du gréviste... Finalement, c'est la CGT qui a réussi à désamorcer la situation en proposant aux commerçants de leur rétablir l'électricité et d'aller protester auprès du chef du centre Paris-Ouest. Ce qui fut fait : une délégation de ces commerçants est allée demander à ce monsieur quand il pensait que la grève allait s'arrêter. La seule réponse qu'ils ont pu en obtenir : *"Je suis incompétent"*, trois fois de suite !

Vendredi matin, l'ambiance était chaude à l'agence Possoz qui était fermée sous le nez du chef d'agence. Nous étions 150 à occuper. Le midi, un super casse-croûte était organisé dans l'agence. Le moral était bon, d'autant plus que certains qui avaient repris mercredi et jeudi s'étaient remis en grève. Quant à la CGT, elle expliquait qu'il fallait maintenir la pression pendant le week-end et elle prenait des noms pour l'occupation d'Eylau et de l'atelier informatique.

Lundi matin, des assemblées ont eu lieu sur tous les sites. A Grenelle, il y avait une centaine de présents. Les syndicats nous ont présenté les discussions du week-end avec la direction comme un compromis acceptable : *"Ce n'est pas une victoire pour les grévistes, mais c'est une défaite pour la direction"*, a expliqué un permanent CGT. Manifestement, les syndicats étaient pressés de faire reprendre. Un ouvrier est intervenu pour dire qu'il était contre la reprise car la direction n'avait en fait reculé sur rien, qu'on devait étendre le mouvement.

Finalement, le vote a donné une majorité pour la reprise (5 grévistes votent contre). Beaucoup disaient qu'on ne pouvait pas aller plus loin.

Mais beaucoup l'ont quand même mauvaise.

Fin du m au centr

Vendredi 26 septembre, au centre EDF Coustou, nous étions toujours aussi nombreux, une cinquantaine, à l'assemblée des grévistes le matin.

Après le compte-rendu des syndicats sur le déroulement des négociations, plusieurs d'entre nous s'organisent pour bloquer les portails d'entrée de Coustou avec des voitures et distribuer un tract d'information à des agents de la DGPBP travaillant à proximité rue de Calais et venant manger à la cantine de Coustou. Certains d'entre nous pensent qu'il faut les appeler à la grève, car eux subissent aussi des réformes avec des suppressions d'effectifs.

A midi, nous sommes une vingtaine à diffuser le tract et l'idée d'étendre la grève à la DGPBP sera reprise et débattue avec des agents de ce centre. Les réflexions fusent : *"Comment se fait-il que nos syndicats ne nous aient pas prévenus ?"* ; *"C'est vrai qu'il*

Lundi 29, les grévistes du Centre Paris-Sud se retrouvent au Héron Building, soit près de 300 personnes. Avant que ne commence la réunion, les discussions vont bon train, tout le monde a lu le texte du protocole. Certains pensent que l'on ne peut pas obtenir mieux, d'autres disent : *"Nous en sommes au même point que la semaine dernière, les syndicats nous ont menés en bateau, ils nous trahissent"*.

Un responsable syndical commence la réunion en expliquant le contenu du protocole. Pour lui, il n'est pas très bon mais c'est

CDT Cornillons

Il faudra mettre tous les atouts de notre côté

Au CDT (changement de tension) Cornillon, mardi 30 au matin, nous nous sommes réunis, comme nous en avons pris l'habitude depuis le début du mouvement, pour faire le bilan de la grève avant la reprise du travail, qui avait été votée la veille au siège du Centre, rue Condorcet à Paris.

Pour la plupart d'entre nous, il était clair que nous n'avions pas obtenu une victoire face à la direction, comme essayait de nous le présenter la CGT. Mais l'ambiance n'était pas non plus à la résignation ou à la défaite, car beaucoup d'entre nous avaient participé activement à la grève. Nous avions répondu massivement aux attaques de la direction et imposé des coupures d'électricité et de gaz, même si l'idée d'élargir et de renforcer la grève en paralysant totalement le travail dans les centres de Paris et de banlieue, défendue par certains grévistes n'a pas été retenue par l'ensemble des grévises et a été refusée et combattue par les syndicats.

Au travers de la grève nous avons été nombreux à nous rendre compte de cela.

Certains travailleurs disaient : *"On s'est fait avoir par les syndicats qui ont accepté un accord bidon"*. D'autres vociféraient contre Madelin, ministre de l'Industrie, qui a déclaré aux fédérations syndicales vouloir mettre en cause le droit de grève à EDF.

A propos de la journée du 30, certains disaient : *"Hier, la CGT a demandé à reprendre le travail et aujourd'hui, elle veut nous faire manifester. Et puis quoi, encore ?"*

Paris-Sud

La reprise : le cœur n'y était pas

ce qui pouvait se faire de mieux, aller plus loin c'était prendre le risque de l'intervention de la police (les responsables syndicaux insisteront souvent sur ce point), et dans ces conditions, les syndicats appellent à reprendre le travail.

L'intervention qui suit dit au contraire *"que nous commençons à faire parler de nous, et que nous avons encore bien des possibilités de faire peur à la direction et au gouvernement et les faire reculer : en nous adressant aux secteurs de l'EDF-GDF qui ne sont pas encore en grève, la banlieue par exemple. Il faut continuer le mouvement en l'étendant pour faire réellement reculer la direction"*.

Cette intervention est bien accueillie mais pour beaucoup, *"c'est vrai, mais ce n'est plus possible maintenant"*. Avant le vote, plusieurs grévistes interviennent pour exprimer leurs ressentiments contre les syndicats.

Après l'appel de chaque syndicat pour la reprise, c'est le vote : sur l'ensemble des présents, seuls 25 votent pour continuer la grève et 2 s'abstiennent.

Les syndicats vont négocier le paiement des heures de grève (5 heures sont payées), mais pour beaucoup le problème n'est pas là. Tout l'après-midi dans bien des secteurs, ça discute. Les mots pour les dirigeants syndicaux ne sont pas tendres, il est souvent question de trahison. Dans des services, ça s'accroche avec les chefs non grévistes : après 15 jours de grève, on n'a pas envie de se faire marcher sur les pieds par des gardes-chiourme !

Mardi donc, le travail a repris, mais pour certains avec la rage au cœur : *"On aurait pu faire mieux"*.

Une reprise molle, molle...

A l'Agence Saint-Martin, la grève a été bien suivie (à 65 % d'après la direction). Une première occupation partielle de l'agence (deux étages sur trois, le chef de l'agence et les non-grévistes se retrouvant au troisième) était bientôt suivie, jeudi dernier, par l'occupation totale avec, jour et nuit, un piquet de grève qui a regroupé jusqu'à 50 grévistes.

Après la reprise appelée lundi 29 par l'intersyndicale, les locaux étaient "rendus" à la direction le soir, mais les réunions mardi matin pour le bilan étaient houleuses, un certain nombre de travailleurs voulant continuer, pas très satisfaits des résultats.

Mais ces AG journalières et les piquets de grève ont permis à des secteurs qui se connaissaient mal — technique, administratif, commerciaux — de se rencontrer. Et il y a une ambiance sympa entre les services... et les étages.

Par ailleurs, les administratifs décidaient de ne pas rattraper le travail en retard, celui-ci devant être fait par les non-grévistes.

Ce mardi après-midi, alors que la reprise était votée depuis lundi matin, les ouvriers électriciens et gaziers décidaient de ne pas prendre les véhicules pour poser les compteurs et y allaient à pied doucement, tout doucement...

ouvement Coustou

faudrait que nous aussi, on se joigne à vous. Car nous aussi, nous en avons ras-le-bol des réformes" ; "Je vais en parler autour de moi" ; "On va monter aux syndicats pour qu'ils se remuent".

Avec quelques-uns, on se promet de se revoir le lundi suivant. Lundi matin, à l'AG, le ton est à la reprise, d'autant plus que les syndicats présentent le compromis établi pendant le week-end entre l'intersyndicale et la direction comme une victoire. Néanmoins, des discussions ont lieu après l'AG avec quelques-uns d'entre nous pour savoir s'il fallait voter la reprise ou la continuité de la grève à l'AG centrale à Condorcet. Certains disent : *"Le mouvement n'est pas retombé : il faut continuer pour faire reculer la direction. Il faut étendre le mouvement"*, d'autres disent : *"Pour étendre le mouvement, il fallait s'y prendre plus tôt."*

CDT Charonne

Ce n'est que partie remise

Vendredi soir, 26 septembre, nous étions quelques-uns du CDT Charonne à la direction générale à Murat. Et quand les syndicats ont annoncé que la direction ne voulait rien savoir, nous étions bien décidés à continuer la grève.

Lundi matin à Charonne, l'assemblée générale n'a pas duré longtemps. Un gréviste est intervenu pour appeler à continuer la grève ; tous étaient impatients d'aller à la direction du centre à Condorcet, où nous nous sommes rendus plus nombreux que les autres jours.

A Condorcet, si beaucoup ont voté pour accepter le "compromis" avec la direction, cela ne les empêchait pas de dire : *"Il y a quelque chose qui n'est pas clair de la part des syndicats" ; "Moi, je n'aurais pas pu faire un jour de plus. Mais ce n'est pas fini, il faudra y revenir" ; "On a perdu du temps. Il aurait fallu mettre le paquet dès le début"*. Pour plusieurs d'entre nous, ce n'était que partie remise.

Editorial des bulletins d'entreprise

Les travailleurs peuvent changer la règle du jeu

Dimanche, c'était journée électorale, avec les sénatoriales et les législatives partielles de Toulouse. Ça n'a pas passionné, et à juste titre, les travailleurs. Baudis et Jospin, quelle importance en effet, eux dont les chefs, Chirac et Mitterrand, cohabitent si bien au gouvernement pour envoyer les paras au Togo par exemple.

Mardi, journée d'action de la CGT dans le secteur public et nationalisé, et uniquement là, pendant que les autres syndicats, eux, appellent à une journée semblable, toujours dans le public, pour le 21 octobre. Appeler tous les travailleurs à l'action, dans le public comme dans le privé, parce que partout les salaires comme les effectifs baissent, et se mettre d'accord pour que ce soit le même jour, ça aurait été sans doute trop simple, trop clair, trop facile à suivre pour tous les travailleurs qui voulaient montrer leur mécontentement...

Décidément, rien ne change vraiment dans ce pays. En haut, chacun fait son métier : les gouvernants mentent. Sur le terrorisme, on l'a vu, mais aussi sur le reste. Un ministre s'est vanté d'avoir baissé les impôts. Mais ce que ce ministre-là a donné d'une main aux salariés, un compère, un autre ministre, le leur a repris deux fois, en augmentant d'abord les cotisations sociales cet été, et en décidant cette semaine de baisser les remboursements !

Les patrons aussi font leur métier. Ils profitent. Ils profitent même de la situation, comme certains d'entre eux, qui en bons charognards, ont compté sur l'ambiance créée par les attentats dans les lieux publics pour imposer des fouilles et des contrôles vexatoires à des travailleurs que tout le monde connaît depuis dix ou douze ans, tout en laissant passer n'importe qui dès que les heures de pointage étaient passées.

Les politiciens, eux, comme d'habitude, font mine de s'affronter sur la scène électorale et amusent le peuple, pour s'entendre aussitôt dans la coulisse gouvernementale.

Quant aux dirigeants des centrales syndicales qui disent parler au nom des travailleurs, ils jouent aussi leur rôle, en défendant leurs intérêts de boutiques avant de se préoccuper vraiment des véritables intérêts des travailleurs.

En haut, la roue tourne.

Et en bas ? du côté des travailleurs ?

Oh, on n'est pas dupe de ce côté-là. Tout d'abord, Chirac n'a pas dans la classe ouvrière le soutien aussi unanime qu'il prétend avoir obtenu dans le pays... Car Chirac n'a pas eu l'occasion d'entendre les sarcasmes des travailleurs quand il a fait tout son cinéma policier et envoyé l'armée crapahuter aux frontières, pendant que les chefs de sa police s'évertuaient à démontrer que les terroristes avaient rejoint le Liban en quelques heures en avion...

Et puis, ce n'est pas tout. Le mécontentement est général chez les travailleurs. Parce que partout les salaires baissent pendant que l'intensité du travail, la discipline, les cadences et l'exploitation augmentent.

Mais les travailleurs n'ont pas vraiment confiance dans les dirigeants syndicaux qui défendent avant tout leurs intérêts d'appareils.

Seulement, nous ne nous ferons jamais craindre des patrons et du gouvernement si nous nous contentons d'attendre des consignes d'en haut. Ce sont les travailleurs qui mettront les syndicats d'accord derrière eux, quand ils prendront un vrai coup de colère. Et il faudra alors sortir du piège des divisions en branches d'industries publiques ou privées dans lesquelles on voudrait nous enfermer.

Dès lors, la colère des premiers qui montreront l'exemple risque de devenir contagieuse. Et les travailleurs pourront devenir la véritable force qui empêchera la roue de l'exploitation, sociale et politique, de tourner.

Editorial des bulletins d'entreprise
du lundi 29 septembre

Le CNPF AU ZÉNITH

Les patrons aiment la chair fraîche

Mardi 30 septembre, le patronat occupait la scène du Zénith à la porte de Pantin à Paris. Le CNPF ouvrait ses portes à la jeunesse, paraît-il. Mais celles des usines n'était pas là. Celle que les patrons surexploitent, paient au lance-pierres, n'était pas venue festoyer ! Malgré l'air "branché" que les patrons avaient voulu se donner, à grand renfort de lasers, vidéos divers, écran géant, duplex avec les Etats-Unis, la jeunesse ouvrière ne s'y est guère laissée prendre. Elle préfère de loin la fête de l'Huma... Ce n'est pas vraiment de la conscience de classe, mais c'est au moins du flair de classe !

Les dirigeants du CNPF ont dépensé huit millions de francs pour faire les "rockers". Ce n'est sans doute qu'une bagatelle pour les patrons, mais "l'intox", ça se paie quand même. 700 jeunes étaient, paraît-il, présents, et, comme le constatait l'un d'entre eux, ils ont eu droit au "bourrage de crâne", du discours de Gattaz invitant les jeunes à créer leur entreprise aux multiples reportages sur les difficultés des patrons aujourd'hui.

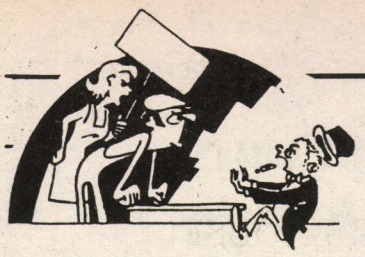
En fait, Gattaz en a profité pour enfoncer des portes ouvertes : les patrons sont responsables de l'emploi et du désemploi ; nous vivons dans une société où tout bouge ; le monde, les entreprises sont en mutation...

Alors, les jeunes qui sont en mutation de l'usine ou du bureau à l'ANPE ou d'une boîte d'intérim à l'autre, que doivent-ils faire en attendant ? Pas de réponse. Même pas en chanson !

Quelques militants de la Jeunesse Communiste, quelques jeunes de la CGT, sont venus jouer les trouble-fête à la porte du Zénith. Cela a créé une agitation momentanée parmi les quelques gros bras du service d'ordre... embauchés pour la circonstance.

Il y a 850.000 jeunes au chômage. Ce n'est pas parmi ceux-là que se recrutaient les spectateurs du Zénith. Il n'y en avait que quelques-uns, vraiment égarés, dont un qui est reparti bredouille avec la simple question qu'il était venu poser : *"Pour travailler, comment on fait ?"*

Dominique MATHIEU



ENERTEC - SCHLUMBERGER

Grève contre le plan de licenciement

Mardi, c'était plutôt un jour de détente à Enertec-Schlumberger. Car des travailleurs qui partaient en pré-retraite arrosaient ça : le pot d'adieu, dans une ambiance décontractée...

Et puis voilà qu'à l'euphorie succéda l'indignation, le secrétaire du CE qui venait de préparer avec le directeur l'ordre du jour de la prochaine réunion de CE pour lundi 6 octobre, faisait état, à la sortie du bureau, d'un nouveau "plan social" proposé par la direction.

On commence à être habitué, quand on parle de "plan social", cela veut dire suppressions d'emplois. Et c'était bien de cela qu'il s'agissait : 95 suppressions d'emplois sur un effectif de 800 travailleurs. Dans le détail, cela voulait dire le départ de 65 ouvriers, 15 employés, 11 techniciens, un agent de maîtrise et 3 ingénieurs ou cadres. Pour "honorer" le côté social du plan de licenciement, la direction prévoyait des départs en préretraite, anticipée, des reclassements avec mutation et transfert sur le site de Montrouge et d'autres mutations dans le groupe ; certains services étant carrément vendus avec armes et bagages à une autre société ; restaient une vingtaine de personnes pour lesquelles rien n'était prévu, mais pour lesquelles une "antenne emploi" était créée.

C'est cette antenne qui a chauffé les esprits. Qu'on en juge ; le document précisait :

"Cette antenne aura pour but de sensibiliser et préparer les personnes à la recherche d'emploi par une formation préliminaire adaptée, de deux ou trois jours, portant sur le bilan personnel, la présentation du curriculum vitae, l'utilisation des annonces, la préparation à l'entretien".

Grâce à Schlumberger, les nouveaux chômeurs sauront rédiger leur demande d'emploi à l'ANPE. Merci patron ! Et si les licenciés voulaient *"bien reprendre à leur propre compte, certaines activités déjà sous-traitées à l'heure actuelle (bobinage, fil fin, montage mécanique)"*, le document précisait que *"la société pourrait consentir des conditions particulièrement favorables, sous forme de location de matériel, de facilité de règlement"*...

Autrement dit la société Schlumberger souhaitait bonne chance aux chômeurs pour essayer de faire leur beurre avec les activités qu'elle même abandonne parce qu'elle les juge non rentables.

Ce n'est pas du cynisme, c'est un plan social ! Et si vraiment personne ne trouvait son compte dans cet éventail de bonnes intentions, restait le licenciement pur et simple avec une *"majoration de l'indemnité conventionnelle de licenciement d'un montant de 30 000 F"*.

Dans un groupe qui a les reins solides, qui figure parmi les grandes fortunes du pays et qui a su, jusqu'ici assez largement "compenser" sur le plan financier, les départs anticipés, les 30 000 F ça a paru une provocation.

Aussitôt le travail a cessé à la production (environ 200 personnes) et 95 travailleuses et travailleurs (les femmes sont en majorité) sont montés demander des explications au directeur et au chef du personnel. 95 personnes, cela fait du monde. Le directeur n'a rien voulu dire, gardant ses explications pour le CE de lundi. Cet entêtement non plus n'était pas fait pour arranger les choses, les travailleurs, eux, voulaient discuter tout de suite, signifier tout de suite leur refus. Ils l'ont fait. Cela a pris du temps, car tour à tour chacun voulait entrer, dire ce qu'il avait sur le cœur, proposer sa solution. Le directeur a dû écouter et rester pour écouter encore, même s'il n'avait rien à dire, rien à répondre et s'il aurait bien aimé s'esquiver.

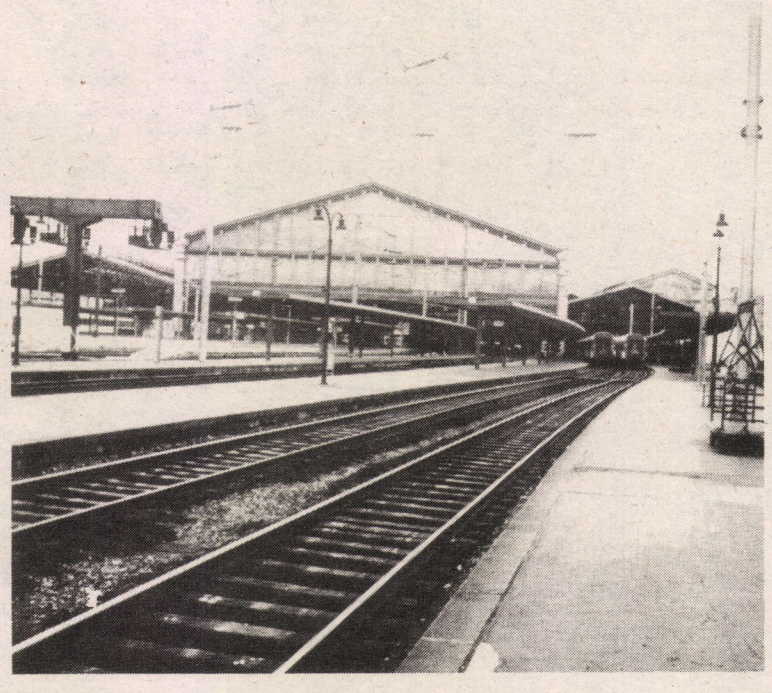
Et puis au fil des heures, les travailleurs se sont fait plus rares ; vers 21 h 15, le siège était levé.

Le lendemain, à l'atelier, la tête plus froide, les travailleurs ont voté majoritairement la grève. Des chances de faire reculer Schlumberger, il y en a, cela dépend de la détermination des grévistes. Et puis Schlumberger ce n'est pas seulement Enertec. C'est un grand groupe, et sur le seul site de Montrouge il y a 2 000 salariés (la plupart ingénieurs et techniciens). Chacun se rend bien compte que si ce "plan social" passe sans réaction, l'étau va se resserrer sur tous, à tous les niveaux, et avec en plus la menace toujours présente du licenciement.

Les travailleurs d'Enertec sont convaincus que Schlumberger peut payer. Ils n'acceptent pas. Un comité de grève a été élu, il se donne pour objectif d'organiser le mouvement, de l'amplifier, et de faire reculer le patron.

A suivre...

Correspondant LO



SNCF - CHAPELLE (PARIS)

La direction, pas téméraire, recule !

Au dépôt SNCF de la Chapelle, la direction annonçait début septembre qu'elle annulait purement et simplement une prime de 56 francs par jour, obtenue à la suite de grèves dans les années 1970 par une catégorie de travailleurs, les élèves conducteurs, agents de conduite *"sortis de formation au grade de T3"* et *"faisant le roulement dit 129"*, dans le jargon de la SNCF. Cette prime est destinée à compenser le fait que dans le cadre de ce roulement, ces agents sont chargés d'assurer les mouvements de rames entre le dépôt et la gare du Nord, et donc de parcourir peu de kilomètres. Or une fraction importante de la paie des agents de conduite est constituée par les primes : qui ne fait pas de kilomètres, voit sa paie réduite d'autant. D'où les grèves des années passées et l'attachement de ces travailleurs à leurs 56 francs par jour de compensation. D'où aussi leur coup de colère à l'annonce de la décision de la direction. Toutes primes comprises, leur salaire s'élève à environ 8 000 francs par mois et pour ceux d'entre eux (une dizaine) qui ne font que le roulement 129, la suppression de la prime représenterait une perte sèche de 1 000 francs par mois.

Les 38 cheminots concernés de Chapelle répondaient à l'appel de grève lancé par les syndicats CGT et FGAAC. Et les 25 et 26 septembre, la presque totalité des 140 agents de conduite de banlieue du dépôt Chapelle débrayaient en solidarité.

Du coup, la "décision sans appel", de la direction de la SNCF devenait une "proposition de négociation" pour le lundi suivant, 29 septembre. Les travailleurs acceptaient alors de suspendre leur mouvement et de décider de la suite à lui donner en fonction du résultat de l'entrevue. Certes, ce n'était peut-être pas la meilleure façon de se donner le plus de garanties quant au résultat des négociations. Mais le fait est que le lundi, après deux heures de discussion, la SNCF annonçait qu'elle maintenait la prime de tous les T3 qui actuellement faisaient ces journées de travail en roulement 129 et ce, jusqu'à leur nomination au grade de T4 ou leur passage dans un roulement de banlieue. Bref, elle renonçait à toucher à ce qu'ils avaient. Par contre, pour les nouveaux, ce serait l'application des tarifs légaux en vigueur, point c'est tout. Plus question de prime.

Tout en constatant que le recul de la SNCF était insuffisant, les cheminots acceptaient et les syndicats signaient un accord lundi à 16 heures. Un accord qui engage l'avenir des futurs travailleurs de Chapelle, et pas de façon positive ! Pourtant cette reculade de la direction de la SNCF montrait à quel point elle craint tout mouvement de colère, tout débrayage, toute journée de grève risquant de faire tache d'huile.

Au cours de ce mouvement, les roulants des autres dépôts ont refusé de faire le travail des grévistes et ont débrayé, conscients que cette attaque contre 38 d'entre eux les concernait tous. Les discussions portaient aussi sur la nécessité d'appeler les autres cheminots à les rejoindre. Et des raisons pour cela, personne n'en manque à la SNCF, qu'il s'agisse des salaires, des conditions de travail, des suppressions d'effectifs. Ce coup de colère de 38 travailleurs, soutenus par la solidarité de 140 de leurs camarades de Chapelle pouvait effectivement, dans le climat d'inquiétude générale, être un point d'appui pour tous afin d'obtenir non seulement cette reculade peureuse mais peut-être beaucoup plus. Alors, partie remise ?

Correspondant LO

CKD - RENAULT GRAND-COURONNE

Un débrayage qui a payé

Le jeudi 25 septembre, près de quatre-vingt dix travailleuses et travailleurs du CKD ont débrayé pour accompagner un travailleur qui avait eu une altercation avec son contremaître dix-huit jours auparavant. Des bruits circulaient qu'il risquait gros. Le débrayage a duré entre trois et quatre heures et a tourné en défaveur du contremaître.

Ce fut rapidement le procès de sa manière de commander. Des travailleurs qui n'avaient pas débrayé depuis onze ans au CKD étaient de la partie. Ils disaient ouvertement ce qu'ils pensaient de ce chef. Les travailleurs présents voulaient une réponse tout de suite sur la sanction que leur camarade encourait.

Espérant que les esprits se calmeraient, le chef d'atelier proposait de donner sa réponse le mardi, mais comme les travailleurs non satisfaits ne quittaient pas son bureau, il proposa le lundi.

L'équipe du matin décida d'en rester là ; une trentaine de travailleurs de l'équipe de l'après-midi allaient à leur tour prévenir : *"Ce matin on n'était pas là mais lundi, si ce n'est pas bon pour notre copain, on fait la soudure avec son équipe"*.

Le lundi, le chef d'atelier annonça que la sanction n'était qu'un avertissement écrit sans mise à pied.

Correspondant LO

NORMED - LA CIOTAT

Sérieux accrochages entre travailleurs en lutte et CRS

De violents affrontements ont eu lieu à La Ciotat entre les travailleurs qui se battent pour leur emploi et les CRS et autres brigades d'intervention.

Lundi 29, l'intersyndicale a envoyé près de quatre cents travailleurs à Saint-Cyr, une localité à quelques kilomètres, pour déboulonner une statue de la liberté et l'emmener au chantier.

Cela se transforma sur la route en bataille rangée et guérilla avec les CRS qui utilisaient largement les grenades lacrymogènes, les grenades à main et les balles en plastique et les travailleurs qui répondaient à coups de boulons et de baguettes de soudure.

Revenus à la Ciotat, les travailleurs ont convergé sur le commissariat où les CRS sont stationnés. Les accrochages ont duré toute la soirée.

Le lendemain, le mardi 30, l'intersyndicale a proposé de mettre des blocs de béton sur la route. Les CRS ont alors intercepté un camion-grue, ils ont d'abord arrosé tout le carrefour, asphyxiant une employée des PTT et se sont attaqués aux camions en crevant les pneus, et en tabassant les passagers qui se trouvent à l'hôpital.

Dans l'après-midi, se tint une assemblée générale avec cinq cents travailleurs, où le secrétaire de la CGT proposait de se venger contre les CRS.

Un travailleur a expliqué qu'il fallait se trouver des alliés parmi les autres ouvriers et notamment ceux de La Seyne. Depuis le début du conflit, les travailleurs des deux chantiers Normed distants d'une trentaine de kilomètres ne se sont jamais rencontrés et pas plus avec ceux du port de Marseille qui ont de graves problèmes de licenciement.

Cela ne sembla pas plaire à certains membres de la CGT essayant en vain de faire taire à coups de poing les travailleurs qui approuvaient.

De nombreux travailleurs pensaient aussi qu'ils ne pouvaient pas sortir de La Ciotat, *"Ville assiégée"* selon le quotidien du PCF, alors qu'il est bien sûr possible d'aller et venir et aller voir les autres travailleurs de la région.

Toute la soirée ce fut à nouveau des affrontements avec les CRS, dès l'annonce que les trois syndicats CGC, CFDT et FO avaient signé le plan social à Paris qui oblige les travailleurs à finir les bateaux, bateaux qui sont un moyen de pression entre les mains du patron et du gouvernement.

La CGC de La Ciotat récuse la signature. La CGT et la CFDT n'ont pas signé.

Une partie des travailleurs veut encaisser les 200 000 F et se pointer au bureau pour partir. D'autres ne veulent pas se retrouver au chômage et veulent se battre.

Corresponsdant LO

PEUGEOT - MULHOUSE

Agitation syndicale et mécontentement ouvrier, la vapeur monte

Le 23 septembre, FO et ensuite la CFDT, la CGT, la CFTC et la CGC lançaient une campagne de tracts, d'affiches et d'autocollants, dénonçant l'anniversaire d'un an sans augmentation de salaires des 13 000 personnes travaillant à l'usine. Cette campagne a trouvé un certain écho chez les travailleurs d'autant plus qu'ils y voyaient une unité de fait des différents syndicats. Aussi, nombreux étaient ceux qui se collaient dessus les autocollants de FO et de la CFDT.

Le 25 septembre, FO organisait une manifestation de délégués en Mécanique. Les travailleurs de Carrosserie virent cela et l'après-midi cent cinquante travailleurs de la chaîne 3 se réunissaient à la pause pour dire leur mécontentement contre les intimidations, les exactions de la maîtrise, les postes de travail trop chargés et les bas salaires. Le chef d'atelier voulut empêcher le rassemblement, mais invité par les ouvriers à dire en quoi les postes étaient faciles et les salaires élevés, il ne sut que pâlir et fléchir des jambes pour finalement être ramené chez lui. Les ouvriers, eux, voulaient attendre les résultats d'une rencontre entre syndicats et patrons le 29 septembre. Mais le 26 septembre, FO annonçait qu'elle n'avait jamais voulu d'intersyndicale, qu'elle avait rencontré seule le patron, qu'elle attendait sa réponse, donnant ainsi l'impression qu'elle avait mis en route un processus dont elle ne voulait pas et qu'elle reculait. *"FO a déjà trahi"*, conclurent les ouvriers.

Le 26 septembre, la CGT voulant sans doute s'attribuer pour elle seule le bénéfice d'un éventuel mouvement prenait la parole aux portes de l'Emboutissage invitant les ouvriers à rentrer en lutte mais sans résultat.

Le 29 septembre en Carrosserie, la maîtrise était plus nombreuse que jamais. Un huissier était présent en chaîne 3. Les syndicats CGT, CFDT, CFTC d'une part, CGC d'autre part couraient après le directeur, prenaient la parole dans les réfectoires, chantaient *l'Internationale* et appelaient à la mobilisation, parce que... le directeur ne voulait pas discuter. La CGC, elle, manifestait dans les ateliers. Ce qui faisait dire aux ouvriers : *"Si les chefs s'y mettent aussi, c'est bon."* Les syndicats obtenaient enfin une entrevue avec le directeur, pour s'entendre dire ce que tout le monde savait, qu'il n'y aurait pas d'augmentation !

Le 30 septembre et le 1er octobre, en Carrosserie et particulièrement chaîne 3, dès 4 h 30, les chefs et les agents de maîtrise du service du personnel étaient présents alors que les ouvriers ne prennent qu'à 5 h 05 et la plupart des chefs et du service du personnel viennent à 7 h 30. Un militant était même suivi quand il allait aux WC ! Les travailleurs de la chaîne 3, connaissant les habitudes de l'encadrement, pensèrent que s'ils se réunissaient ce serait l'affrontement qu'ils ne voulaient pas, mais dans les vestiaires et les ateliers les discussions allaient bon train. Et les chefs étaient pris à partie : *"S'il faut faire grève, on s'y mettra et ce n'est pas vous qui nous en empêcherez."*

Des revendications apparaissent : arrêt du travail dix minutes avant la fin, pas de rattrapage des pannes, etc. Quelques travailleurs, oralement ou par tract, individuellement ou par petits groupes discutent : *"On ne peut pas compter sur les syndicats. Il faut s'organiser entre ouvriers. Trouver d'autres gars qui partagent ces idées. On n'est qu'une minorité mais il y a d'autres minorités dans l'usine et ailleurs qui en ont ras-le-bol. Pour faire entendre notre mécontentement, il faudra le faire ensemble..."* Des affichettes apparaissent.

Pendant ce temps, le 1er octobre, CGT, CFDT et CFTC sortent un tract commun appelant à participer aux actions qu'ils voudraient entreprendre.

Correspondant LO

ICE PARIS 12 ET ALFORTVILLE

La grève s'organise

A ICE (Industrielle de contrôle et d'équipement) nous sommes en grève depuis lundi matin.

Le mouvement a commencé dans un des trois établissements de la société, à Alfortville, où travaillent 90 personnes. Une quarantaine de filles ont débrayé spontanément pour accueillir le chef du personnel et lui parler à deux doigts des moustaches. Du coup, à l'autre établissement, situé rue Crozatier dans le 12e arrondissement — où nous sommes 240 au total et où se trouve la direction — nous avons aussi débrayé. A une cinquantaine. Nous avons transformé notre deuxième débrayage en une grève reconductible chaque jour. Depuis d'autres nous ont rejoints. Nous sommes actuellement 70 en grève à Crozatier, 40 à Alfortville, et 2 à Daumesnil.

A l'origine, un fort mécontentement accumulé depuis la rentrée à cause des salaires très bas et des pressions sans cesse accrues de la direction pour resserrer la discipline et faire travailler plus vite. Peu avant la grève, une câbleuse avait été licenciée, une autre poussée à bout avait donné sa démission. Dernière goutte d'eau : des temps considérablement raccourcis à la production, des feuilles de temps à remplir au bureau d'études.

ICE fabrique des relais électriques quasi exclusivement pour EDF. Ce type de production a beaucoup évolué et demande de plus en plus de qualification, d'efforts et de précision, ce que la direction nous impose sans la moindre contrepartie, ni salariale, ni autre. Au contraire même. Et ce qui nous a d'autant plus révoltés, c'est qu'en même temps elle affiche sans vergogne des bénéfices considérables et en hausse chaque année. Car EDF est un client exigeant mais qui paye bien !

Nous revendiquons une prime uniforme de 1 000 F pour tous et tout de suite, une augmentation des salaires de 5 % sur l'année - compte tenu de 2,9 % déjà octroyée - avec un minimum de 350 F et enfin le paiement des heures de grève.

Nous nous sommes organisés. Nous avons élu un comité de grève dans lequel on retrouve les délégués des syndicats CGT et FO mais aussi des travailleurs combatifs syndiqués et non-syndiqués des deux établissements.

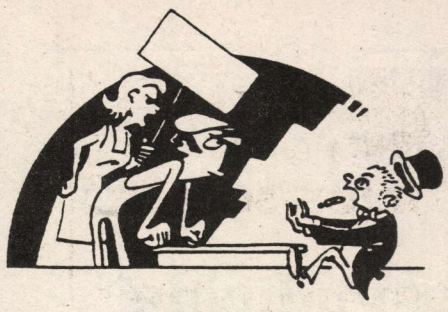
Nous organisons des piquets de grève pour convaincre les non-grévistes de nous rejoindre.

Bien que nous soyons 110 grévistes sur 340 personnes - avec les cadres et la direction il est vrai — toute la production est arrêtée car nous sommes dans les secteurs clefs, à la production, mais aussi à l'étalonnage, au réglage, au contrôle.

L'ambiance est chaude. Les volontaires sont nombreux pour venir aux piquets, organiser des activités, des distractions, pour faire des délégations d'un établissement à l'autre.

Pour l'instant le patron ne cède pas. Mais nous restons déterminés.

Correspondant LO



RENAULT - SIÈGE SOCIAL - BOULOGNE-BILLANCOURT

Un licenciement qui ne passe pas

Au Siège Social, 78 personnes doivent être licenciées.

Pour l'instant, une dizaine d'employés seulement ont fait savoir autour d'eux qu'ils avaient reçu la lettre recommandée de la direction leur annonçant leur licenciement. Il semble que la Régie n'ait pas envoyé toutes les lettres d'un seul coup ; mais il semble aussi que des employés qui l'ont reçue ne tiennent pas à le faire savoir, même à leurs collègues.

Quant à ceux qui l'ont fait savoir, la plupart préfèrent ne rien entreprendre, de peur de perdre, en dernier recours, l'allocation-conversion de 50.000 F.

Un employé de la DSI (services informatiques), magasinier, a choisi, lui, de refuser. Et le 24 septembre, il diffusait dans les services une *"Lettre ouverte au personnel de la DSI" :*

"Nous sommes quatre de la DSI à avoir reçu une lettre recommandée (...) nous mettant en demeure de choisir rapidement une des solutions du plan "social" de licenciement de la direction.

Pour ma part, je ne veux pas choisir, parce que choisir, c'est accepter de partir, et je ne veux pas partir.

Car ce ne serait pas juste. J'ai passé 21 années de ma vie dans cette entreprise à travailler sur chaîne avant d'arriver au magasin de la DSI. Maintenant, les responsables de la direction ont supprimé mon poste et ne veulent pas m'en trouver un autre. Les "conseillers-emploi" passent leur temps à me seriner à chaque entretien qu'il n'y a rien pour moi, et même que je suis trop cher avec mon coefficient 180. Ils veulent que je parte volontairement, et pour cela me répètent sans arrêt leur chantage au licenciement sec.

Ce n'est pas juste que les employés et les ouvriers payent les "déboires" passés de la Régie. Ce n'est pas nous qui avons détourné les milliards de déficit de la Régie. Les responsables sont ailleurs. Et le travail des responsables, la Régie, c'est d'organiser le travail, pas de faire régner la peur, de créer la pagaille, et de licencier.

Moi, j'ai toujours fait ce qu'on me demandait de faire, à la DSI ou ailleurs. J'ai fait le travail pour lequel je suis payé. Va-t-on me le reprocher et me licencier alors que la quasi-totalité de ceux qui ont désorganisé la Régie sont encore en place et dorment sur leurs deux oreilles ?

Dans ces conditions, s'il n'y a plus de place pour moi et pour tous ceux de la liste il n'y en a pour personne dans cette entreprise.

Je travaille à DSI et je m'adresse d'abord à vous qui y travaillez aussi. Je ne veux ni partir, ni être licencié. Ce n'était pas prévu quand on m'a embauché.

Je vous demande de prendre mon parti pour que la direction me propose un poste de rechange correct à la place du licenciement qu'ils veulent m'imposer."

Dans les services visités, bien des employés furent indignés, et se déclarèrent prêts à soutenir notre camarade. Le lendemain, une pétition recueillit 123 signatures, déclarant *"légitime et fondée sa position"*, pétition qui fut portée par une délégation de 28 personnes aux directeurs de la DSI et du Siège.

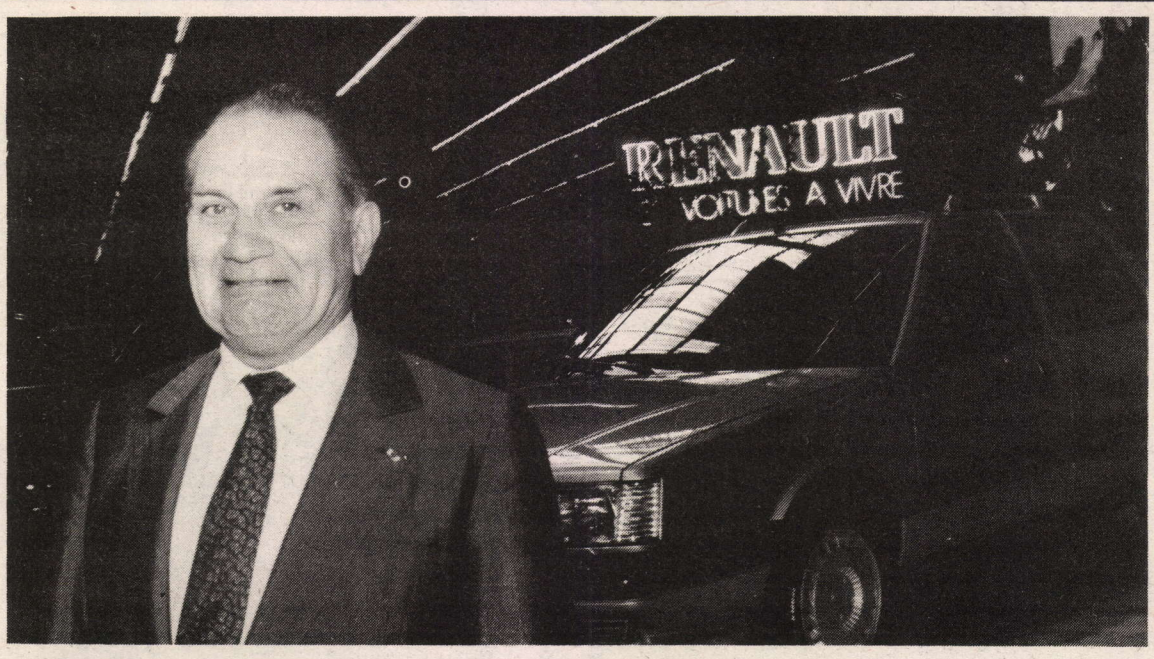
La direction réagit assez vite, puisque le même jour, le 25, on apprenait qu'elle lui proposait un poste à l'usine Renault de Choisy.

Renseignements pris, ce poste est inacceptable : la direction propose à ce travailleur — qui a 49 ans — ni plus ni moins que le retour à la chaîne.

Mercredi 1er octobre, une réunion d'information a réuni 45 personnes ; compte rendu y a été fait d'une entrevue la veille avec le responsable du personnel ; pour celui-ci, *"il ne faut pas dramatiser, le retour à la chaîne, ce n'est pas mortel..." "D'ailleurs,* a-t-il ajouté, *je sais ce que c'est, j'y ai travaillé deux mois quand j'étais jeune stagiaire..."* D'autre part, des témoignages d'ouvriers de Billancourt que la direction avait, eux aussi, envoyés à Renault-Choisy ont été cités. De quoi convaincre ceux qui ne l'étaient pas encore qu'en fait, en proposant ce poste, la direction ne faisait que continuer à pousser notre camarade dehors.

Pour lui, il n'est pas question de partir, ni d'accepter n'importe quoi. Et pour nous, il n'est pas question de laisser faire la direction.

Correspondant LO



Le PDG de Renault et les licenciements

Besse, le PDG de Renault, a été "la vedette" de l'émission télévisée du dimanche soir 28 septembre, *"7 sur 7"*, et puis le quotidien *Le Monde* lui a offert toute une page où il annonce que Renault fera des bénéfices en 1987. *"Je suis convaincu que nous arriverons à sauver l'industrie automobile française,* dit-il, *en revanche je ne pense pas qu'elle sera désormais pourvoyeuse d'emplois. Comme nous ne sommes plus en période d'expansion et qu'il faut augmenter la productivité, cela se traduira effectivement par une réduction d'effectifs",* a-t-il ajouté. Il se vante que, dans les deux années passées, *"la productivité a augmenté de 25 %"*, et il ajoute : *"Nous avons fait tout cela en silence".* Questionné pour savoir si c'est avec le consensus des syndicats, il répond : *"Il est manifeste qu'aucun syndicat ne vous dira qu'il est d'accord avec ce qui s'est passé et avec ce que l'on est en train de faire. Néanmoins, vous n'avez pas noté d'explosion"... "Cela a été quelque fois un peu sonore, mais jamais au-delà de ce qui est normal dans pareille circonstance".*

Si Besse le dit, on peut le croire. Face aux licenciements et aux augmentations de cadences, les travailleurs de Renault n'ont pas suffisamment montré leur colère.

Et les syndicats ne les y ont pas non plus vraiment incités. Mais puisque la politique chère à Besse continue, puisqu'il annonce encore 5.000 nouvelles suppressions d'emplois, il ne faudrait pas désespérer de Billancourt !

L'ÉCRASANTE MAJORITÉ DES LICENCIÉS DE TALBOT EST TOUJOURS AU CHÔMAGE

Promesses de ministres socialistes!

Sur 1.905 ouvriers licenciés par Talbot en décembre 1983, seulement 445 ont retrouvé du travail à la sortie des stages de formation et de reconversion.

A l'époque, le gouvernement de gauche avait garanti que tous les travailleurs licenciés seraient formés et reclassés : *"Aucun n'ira pointer au chômage"*, avait promis Mauroy, le Premier ministre socialiste. Un comité présidé par le préfet des Yvelines devait suivre l'affaire et l'AFPA, une association pour la formation des adultes devait organiser des stages.

C'est sur cette promesse que le gouvernement de l'Union de la gauche avait négocié les licenciements avec Calvet, le PDG du groupe PSA. C'est aussi là-dessus que la CGT avait fait reprendre le travail aux grévistes de Talbot, n'y réussissant pas du premier coup d'ailleurs. Nora Tréhel, leader de la CGT Talbot qui dirigeait la grève, avait expliqué en appuyant sur la promesse : *"Aucun travailleur ne sera jeté à la rue, chaque cas sera examiné individuellement"... "Si c'était le patron qui faisait la proposition, je me méfierais. Mais un bureau va être créé sous la responsabilité du gouvernement".* Bref, on pouvait faire confiance en la parole des ministres du gouvernement PS-PC.

Mais non, évidemment, les travailleurs ne pouvaient pas faire confiance ! Et ils sont sur le carreau aujourd'hui, au mieux avec une "formation" qui ne leur donne pas du travail. Ils grossissent seulement le nombre des chômeurs qualifiés !

Alors, *"les mutations à visage humain"* dont parlait Saingeon, un dirigeant de la CGT, personne n'en a vu la couleur.

Mais le PDG de Talbot, lui, peut s'enorgueillir de réaliser un milliard de francs de bénéfices. D'ailleurs, ceci explique cela. PSA a supprimé des milliers d'autres emplois (10.000 en tout) à Citroën, Peugeot, Talbot... En réalisant des économies substantielles sur les salaires, le groupe a pu faire des bénéfices.

Annie DESCHAMPS

Avant le salon de l'Auto, le chœur des patrons

A quelques jours de l'ouverture du salon de l'automobile, les grands patrons de cette branche d'industrie ont eu droit aux honneurs de la presse, de la radio et de la télévision. Leur concert, avec des partitions différentes, a interprété une espèce "d'hymne à la joie", celui du profit retrouvé. Et c'est sans vergogne qu'ils pavoisent et se réjouissent au moment même où les travailleurs de l'automobile se retrouvent partout avec les pires difficultés.

Le président des patrons de la construction automobile, qui est également directeur-général de Citroën, constate que les exportations sont en augmentation et se portent bien avec 57 % de la production française vendue à l'étranger. Même 37 % de voitures étrangères importées, pour les patrons de l'automobile, pour les affaires, ça va. Jusqu'à Renault qui, sur les huit premiers mois de 1986, a augmenté ses ventes de + 8,9 %.

Mais ça ne leur suffit pas. Il faut encore augmenter les profits, continuer à licencier, baisser les salaires, augmenter les cadences. Une logique que les capitalistes voudraient faire accepter aux travailleurs, mais qui mérite bien un retour de manivelle.

Pour PSA, ça va!

Calvet, le président du groupe PSA (Citroën, Peugeot, Talbot), est épanoui. Son groupe, qui avait fait 543 millions de bénéfices en 1985, escompte en faire 2 milliards en 1986 et encore plus dans les années suivantes.

En deux ans, PSA a réduit ses effectifs de 30.000 personnes, soit 15 % du personnel. La productivité, elle, avait augmenté de 8,5 % en 1985, et elle augmentera pour 1986 entre 9 et 11 %, toujours selon Calvet.

A coups de licenciements et de milliards de subventions de l'Etat, les profits pourront continuer à grossir et à remplir les poches des actionnaires. Du moins tant que les travailleurs accepteront d'en faire les frais.

RECTIFICATIF

La semaine passée, une erreur de frappe nous a fait écrire un mot pour un autre, *"désertion"* à la place de *"discrétion"*, dans un article consacré aux licenciements à Renault-Billancourt (Lutte Ouvrière N° 956, 27 septembre 1986).

Il fallait donc lire, sous l'inter-titre *"Inertie syndicale" :*

"A part la CGT, les syndicats se distinguent par leur discrétion. La CFDT sort des tracts proposant des "solutions industrielles" ou des revendications "constructives"...

SALAIRES

Côté salaire, ça a l'air de plus en plus minable... et ça râle de plus en plus

Si les travailleurs devaient donner une note à leurs salaires, aujourd'hui ce serait un "zéro pointé". A Sacilor-Gandrange, une prime de 360 F vient d'être supprimée. A Paris Inter-Archives (central téléphonique) le dernier bulletin de paye n'est pas, comme la prétendue baisse des impôts, passé inaperçu : du fait du cumul sur deux mois de l'augmentation des cotisations sociales, les salaires avaient perdu entre 100 F et 150 F selon les grades. Mais parfois, trop peu, c'est trop, et les travailleurs tiennent à le faire savoir. A l'URSSAF Montreuil, dans la quinzaine écoulée, plusieurs débrayages ont eu lieu, réunissant entre 200 et 500 employés : ce n'était pas spécialement à cause des salaires, mais pour tout ce qui ne va pas : discipline, charge de travail, horaires et, bien sûr, payes insuffisantes.

A Chausson-Gennevilliers (la dernière augmentation de 1 % date d'un an), le 19 septembre, il y a eu un débrayage d'une heure, avec un meeting qui a réuni 250 ouvriers de l'équipe du matin et de la normale. Un cortège dynamique a parcouru l'usine G aux cris de *"Pas de rallonge, pas de boulot"*. A RVI-Vénissieux, il y a aussi eu un débrayage de deux heures sur les salaires. A Peugeot-Mulhouse, des ouvriers ont, eux, voulu marquer à leur façon l'anniversaire d'un an sans aucune augmentation par une campagne de tracts, affiches et auto-collants sur les salaires. En Carrosserie, particulièrement, des travailleurs avaient commencé à se coller ces auto-collants sur eux et quand, à la pause, le chef d'atelier et plusieurs chefs ont voulu empêcher une réunion de 150 ouvriers sur 220 d'une même chaîne, c'est aux cris de *"Liberté"*, *"Dehors les mouchards"* que les ouvriers ont fait déguerpir le chef d'atelier qui tentait de les intimider, avec, en prime, des bras d'honneur pour l'accompagner dans sa retraite.

MONTUPET (Nogent-sur-Oise)

En guise d'augmentation des salaires, 12 fois moins que rien.

Dans cette fonderie de sous-traitance de l'automobile, la production est poussée au maximum. L'horaire de travail n'est pas loin d'atteindre les 45 heures par semaine en moyenne. L'effectif est passé de 650 personnes à 800 en une année, avec quelques embauches de jeunes. La direction pratique, cela dit, la politique des contrats à durée déterminée. Pour ce qui est des salaires, ils n'ont pas augmenté depuis plus d'un an, mais la direction vient d'annoncer en grande pompe l'octroi d'une prime individuelle au "mérite" de chacun.

Dans chaque secteur, on nous a réunis pour nous expliquer que Montupet, grâce aux bonnes affaires, accordait cette prime la main sur le cœur. Puis nous étions convoqués un par un devant la maîtrise qui décidait qui aurait quoi : de 1 500 F maxi jusqu'à 500 F, du moins pour les ouvriers. C'était l'occasion de ridicules leçons de morale : *"Vous, ça va.. Vous, vous manquez d'ardeur, de conviction... Trop souvent arrêté..."* Il y avait surtout la volonté, comme l'a dit crûment un chef, *"de nous faire taper dans la butte"*.

Mais chacun a fait les comptes, pour se rendre à l'évidence : divisée par 12, les 12 mois de l'année, la prime ne pèse vraiment pas lourd.

Correspondant LO

S'attaquer plus directement au SMIC : ils le voudraient bien

A quoi peut bien rêver un ministre de l'Economie de la bourgeoisie si ce n'est aux multiples façons d'accroître le magot des patrons ? Alors, Balladur pense à un "SMIC-jeunes", c'est-à-dire un SMIC plus bas.... ce que son prédécesseur avait appelé "TUC".

Là, il serait question de Travaux d'Insertion Professionnelle payés à 32 % du SMIC pour un jeune de 16 à 18 ans (1 400 F) et à 47 % du SMIC (2 068 F) pour un jeune de 18 à 25 ans. Dans les deux cas, l'Etat rajouterait 50 F au titre des cotisations sociales.

Ce serait pour "créer des emplois"... A notre avis, pourtant, cela inciterait plutôt les patrons à licencier quelques travailleurs âgés en échange des jeunes !

SNECMA

Le 0 % ne passe pas

Quand, fin avril, la direction de la SNECMA a annoncé que les augmentations générales seraient nulles pour 1986, beaucoup de travailleurs ont pris ça pour une provocation. Surtout que les affaires de ce groupe nationalisé qui fabrique des moteurs d'avion marchent bien. Alors, dans les différentes usines du groupe, à Corbeil, à Villaroche, à Gennevilliers, à l'appel des syndicats, les travailleurs ont entrepris des actions pour faire revenir la direction sur sa décision. Débrayages tournants, manifestations se sont succédés pendant plusieurs mois, à la SNECMA de Corbeil notamment. Mercredi 24 septembre, près de deux mille travailleurs se retrouvaient devant le siège à Paris pour crier leur mécontentement. Mais la direction ne voulait toujours rien céder, pas même les deux ou trois petits pour cent que demandaient les syndicats.

Il est vrai que les débrayages organisés depuis mai n'ont jamais arrêté la production, et que la direction ne s'estime donc pas contrainte. Attend-elle qu'on y remédie ?

Le terrorisme vu des entreprises : ce n'est pas "l'union sacrée"

Même si l'émotion soulevée par les attentats est quelque peu retombée depuis une dizaine de jours, dans certaines entreprises où se trouvent des militants de Lutte Ouvrière, ont pu parfois être organisées des discussions, des réunions où la politique du gouvernement dans cette affaire n'a certes pas recueilli l'approbation. Et où on a souvent entendu comme au Cycles Peugeot, à Beaulieu, traiter Chirac de *"fieffé menteur"*.

Dans cette usine, par exemple, à la cantine ou à la pause, les discussions étaient intenses et animées. Un midi, une douzaine de travailleurs ont demandé à un de nos camarades d'organiser une discussions sur cette question sur le temps de repas.

A Chausson-Gennevilliers, en banlieue parisienne, nos camarades avaient pris l'initiative d'appeler par tract à un meeting devant la porte sur le temps de repas. Il y a eu jusqu'à 80 présents. Des militants du PCF, qui avaient été sollicités pour appeler à ce meeting en commun au nom des *"militants ouvriers de Chausson"*, ont décliné cette proposition, mais l'un d'eux nous a déclaré être *"d'accord avec vos éditoriaux sur ce sujet depuis le début"*. Parmi les travailleurs, les discussions allaient bon train l'après-midi et, le lendemain, chez les travailleurs immigrés, parce qu'ils en avaient assez qu'on leur mette cela sur le dos, et chez des travailleurs français il y en avait pour se réjouir *"qu'aux moins il n'y a pas que les c... de Le Pen qui l'ouvrent"*. A Gennevilliers, toujours, à la General Motors, nos éditoriaux sur le terrorisme ont aussi souvent provoqué des approbations, parfois en réaction à un tract CGT sur le sujet : *"Ils n'ont rien à dire"*. Même le responsable de la cellule du PCF semblait gêné et a tenu à faire savoir qu'il n'y était pour rien.

A la CRAMIF (Sécurité Sociale), Paris, une réunion a été organisée de bouche à oreille : 27 employés y sont venus, contents d'être nombreux, des militants du PCF ou anarchistes y ont aussi pris la parole. A la Sécurité Sociale, à Bourges cette fois, 18 présents. Des employés disaient être choqués de l'hypocrisie d'un Le Pen. A la SNCF Orléans, où une trentaine de personnes ont été réunies lors de quatre réunions dans différents services, certains cheminots qui avaient connu la guerre d'Algérie avaient peur que *"ça recommence"*. A la Thomson-Gennevilliers, un travailleur qui était à Alger du temps de l'OAS se souvenait : *"Il y avait des fouilles partout, même corporelles, mais cela n'empêchait pas les bombes de sauter"*. Dans cette entreprise, une dizaine de personnes ont participé à une réunion sur ce sujet. Un peu plus à Roussel-Uclaf (Romainville), plusieurs jours pourtant après le dernier attentat.

A l'UAP Jules Lefebvre, 16 employés ont participé à une telle réunion. *"Je suis militant du PCF,* y a déclaré un responsable CGT, *mais je dois vous dire que je regrette la position de mon parti dans cette affaire"*, tandis qu'un autre militant CGT affirmait *"trouver bien que l'on organise une réunion comme cela"*.

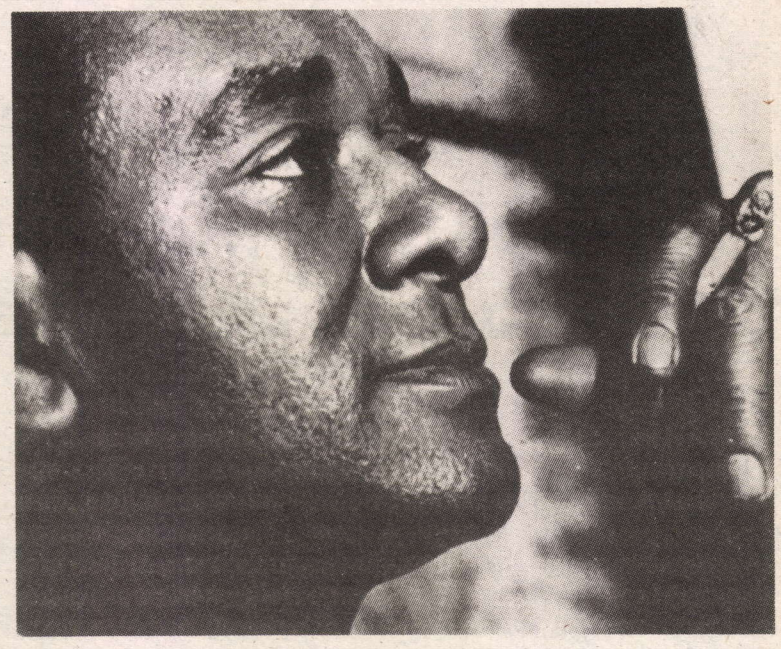
A l'UAP Tour Assur (Paris-La Défense), 45 personnes se sont retrouvées à une réunion, parmi lesquelles des membres du PCF qui réclamaient avec nous le retrait des troupes et des financiers français du Liban. A la suite de cette réunion, une trentaine de participants se mirent d'accord pour confectionner et financer un tract à diffuser au personnel condamnant le terrorisme, dénonçant les responsabilités du gouvernement, des banquiers français dans la sale guerre du Liban et exigeant le retrait des troupes françaises de cette région du Moyen-Orient. *"Vous êtes drôlement nombreux"*, réagirent des employés, le matin, en voyant que nous étions une vingtaine à diffuser ce tract.

Chirac et tous les dirigeants politiques derrière lui ont beau dire que, face au terrorisme, toute la population soutient le gouvernement comme un seul homme, c'est peut-être vrai dans les beaux quartiers, mais, comme on le voit, ce n'est sûrement pas vrai dans les usines et les bureaux.

BIOGRAPHIE

"Richard Wright, La quête inachevée"

de Michel Fabre



Publié en 1973 aux Etats-Unis, cette biographie du romancier noir américain est l'ouvrage d'un professeur de littérature afro-américaine qui a enseigné à Harvard aux Etats-Unis puis à la Sorbonne. L'intérêt principal de cet ouvrage est, qu'en présentant les circonstances qui ont donné naissance à l'œuvre de Richard Wright, il donne le désir à son lecteur d'en savoir plus et d'aller lire Richard Wright lui-même. Michel Fabre s'efface d'ailleurs le plus souvent derrière son personnage qu'il cite abondamment. Il est vrai que l'œuvre de Richard Wright est très largement autobiographique, et cette biographie établit le lien entre les différents épisodes d'une vie qui fut mouvementée, chaotique, mais qui fut avant tout celle d'un écrivain noir engagé dans la lutte contre l'oppression raciale blanche.

Richard Wright, petit-fils d'esclaves qui ont combattu pour leur libération lors de la guerre de Sécession est né en 1908 dans le Mississipi, un des Etats les plus racistes du Sud. Son père, un métayer assez fruste dont Richard Wright dit *"la joie lui était aussi inconnue que le désespoir"*, une fois arrivé à la ville abandonna assez vite femme et enfants. L'enfance du jeune Richard fut d'une misère extrême avec la faim obsédante. Mais malgré tout, la famille de sa mère qui l'accueillit, était de la ville, c'étaient même des gens relativement instruits. Et malgré les interdits d'une grand-mère, une puritaine aux principes religieux extrêmement rigides, qui réussit très vite à dégoûter son petit-fils de la religion, le jeune Richard s'accrocha très vite à la lecture. Ce n'était pas facile pour un jeune Noir sans le sou qui jusqu'à l'âge de 12 ans n'a jamais fait une année complète de scolarité. Mais la lecture, c'est l'évasion, la clé pour se libérer de ce monde d'oppression.

A 17 ans il quitta l'école primaire et partit pour Memphis, où il découvrit le monde des travailleurs noirs avec qui le midi à la pause, il faisait le tour de tous les sujets tabous, les femmes blanches, mais aussi les relations entre Blancs et Noirs. C'est à Memphis aussi que grâce à la complicité d'un Blanc, le jeune homme découvrit un autre monde, celui de la grande littérature, ce fut l'épanouissement malgré l'impression de s'être aventuré en terrain interdit : *"Je n'arrivais pas à surmonter mon sens de culpabilité, le sentiment que les Blancs qui m'entouraient savaient que je changeais, que je commençais à les voir d'un autre œil... Je recommençais à lire et à m'émerveiller comme seul peut lire et s'émerveiller le naïf ou l'illettré, avec l'impression que je traînais chaque jour avec moi un criminel fardeau."*

Sa décision était prise, il allait devenir écrivain. Mais c'était impossible pour un Noir dans le Sud, alors il partit pour Chicago. C'est là qu'il découvrit le Parti Communiste Américain. Richard Wright, qui jusque-là était semble-t-il resté sceptique devant les thèses nationalistes noires de Marcus Garvey, fut sensible au radicalisme du PC. C'était les années de la crise. Les militants communistes prenaient la parole dans les carrefours pour appeler à la révolution sociale. Et le PC gagnait la sympathie de la population noire en prenant la défense des jeunes Noirs de Scottsboro accusés d'avoir violé une Blanche.

Aussi, lorsqu'en 1932, le PC soucieux d'attirer les intellectuels créa les clubs John Reed, Richard Wright y adhéra et en devint un pilier : *"Mon attention était retenue par la similitude des expériences des travailleurs d'autres pays, par la possibilité d'unir en un tout des gens de la même famille jusque-là éparpillés. Il me paraissait qu'ici enfin, dans le domaine de l'expression révolutionnaire, l'expérience noire pourrait trouver un foyer, une valeur d'action, et un rôle à jouer."* Et en 1933 il adhérait au PC, non sans une certaine ambiguïté. Le PC lui donnait la possibilité d'échapper au ghetto noir, d'accéder à un monde intellectuel réservé jusque-là aux Blancs. Il poursuivait son rêve, rencontrer des écrivains et enfin, écrire.

C'est à New York que tout en continuant un travail de journaliste pour le PC, Wright commença à écrire.

En 1937, *Le feu et la nuée* une des nouvelles publiées ensuite dans un recueil sous le titre *Les Enfants de l'Oncle Tom* fut couronnée par un jury littéraire auquel participait Sinclair Lewis. C'était le succès et Wright devenait une des vedettes littéraires du PC. C'était le choc pour la presse libérale blanche. *Les enfants de l'Oncle Tom* dérangeaient d'autant plus que les nouvelles en dénonçant la violence de l'oppression raciale présentaient un concentré explosif de la société américaine. C'était un appel à la révolte des Noirs, finie la soumission des "oncle Tom", les Noirs ne pourraient se faire respecter qu'en se décidant à employer la violence.

Le succès lui permit d'abandonner le journalisme pour écrire. C'est en 1939 la publication de son best-seller : *Un enfant du pays.* Deux cents mille exemplaires distribués en 15 jours. Orson Welles adapta le roman au théâtre. C'était la consécration pour Wright baptisé le "Steinbeck sépia".

La liberté de ton du roman qui s'opposait aux idées reçues, au refus même de voir l'étendue du racisme, et de la haine qu'il provoque, aux illusions des libéraux blancs et à la bonne conscience de la gauche choqua pourtant, y compris et surtout ses compagnons du PC. Biggers Thomas, ce jeune d'un ghetto qui devient assassin par haine mais surtout par peur, pour qui les Blancs même les mieux intentionnés à son égard sont des étrangers d'une autre planète, y compris les militants communistes, apparut comme un héros bien négatif. Il l'était en effet, tout comme il était l'envers de cette grande et prospère démocratie américaine dont il était le produit. C'est le début du différend avec le PC au sein duquel Richard Wright ne se sentait pas libre d'écrire. Il ne pouvait se plier aux conceptions staliniennes en littérature, comme il s'en expliqua : *"Beaucoup de dirigeants du Parti sont trop enclins à croire qu'un roman devrait être utilisé dans les cellules aussi directement qu'une circulaire d'organisation. Ils encouragent la création de types de littératures qui peuvent servir l'agitation et la propagande et ont tendance à mépriser des essais plus imaginatifs...(...) Si je décrivais les Noirs conformément aux théories politiques selon lesquelles le Parti se borne à les voir, j'abandonnerais les Bigger Thomas. J'admettrais tacitement qu'ils sont perdus pour nous."*

La rupture avec le PC ne survint qu'un peu plus tard, quand le PC prit en 1942 un virage total passant du pacifisme à un soutien total à la politique de guerre des USA. Abandonnant la cause des Noirs et repoussant la lutte pour l'égalité raciale à une autre période. Wright, lui, refusait d'attendre la fin de la guerre pour continuer la lutte : *"Si c'est une guerre pour la démocratie et la liberté, nous y combattrons pour la démocratie et la liberté. Nous combattrons avec autant de détermination ceux qui dénient la liberté chez nous que ceux qui la dénient à autrui à l'étranger"*.

1944, ce fut la parution de *Blackboy,* Wright y raconte crûment sa jeunesse, ses aspirations et ses révoltes d'adolescent : *"Je voulais prêter ma voix à l'enfance noire et j'espère y être parvenu"*. Mais ce fut son dernier grand roman.

Ensuite désabusé, déçu par le PC mais aussi par l'Amérique, c'est en France qu'il s'installa, fréquentant les milieux existentialistes. Il s'orienta alors vers le Tiers-mondisme. C'est ainsi qu'il alla au Ghana et même à Bandung participer à la conférence des non-alignés, à Paris il participa à la création de la maison d'édition Présence Africaine. Mais le Richard Wright qui avait éveillé la sympathie de l'Amérique et du monde entier à la cause des Noirs américains n'était déjà plus lorsqu'il fut emporté en 1960 par une crise cardiaque.

Cécile BERNIER

Richard Wright, la quête inachevée, *de Michel Fabre, 400 pages, éditions Lieu Commun, 120 F.*
Les enfants de l'oncle Tom *et* Un enfants du pays, *ont été continuellement réédités au Livre de Poche, mais ne figurent plus actuellement au catalogue.*
Black Boy *et* Bon sang de bonsoir *sont en collection Folio.*

Sélection télé

Samedi 4 octobre

15 h 25. FR3 — Mesure pour mesure, drame de Shakespeare en cinq actes qui se situe dans un duché italien à la fin du 16e siècle. Il s'agit d'une réalisation de la BBC.

22 h 25. A2 — Les enfants du rock. "Spécial Paul Mac Cartney".

Dimanche 5 octobre

17 h 00. A2 — Les travailleurs de la mer, un téléfilm en deux parties d'après l'œuvre de Victor Hugo. Premier épisode : **Un bateau diable.** Un armateur, Lethierry fait construire un bateau à vapeur pour relier l'île de Guernesey à Saint-Malo. Avec Julien Guiomar et Georges Wilson.

20 h 35. TF1 — La charge héroïque, un des plus célèbres westerns de John Ford avec l'inévitable John Wayne et tous les stéréotypes du genre.

22 h 30. FR3 — Cinéma de minuit : L'entraîneuse, un film français d'Albert Valentin (1938) avec Michelle Morgan. Une entraîneuse prend des vacances dans un chateau fréquenté par la bonne société. Un étudiant tombe amoureux d'elle. La morale bourgeoise en prend pour son grade.

Lundi 6 octobre

20 h 35. FR3 — Stress, un film de Jean-Louis Bertucelli avec Carole Laure, Guy Marchand et André Dussolier. Suspense psychologique : Nathalie, qui vit à Paris avec sa petite fille, reçoit des menaces téléphoniques.

22 h 10. A2 — Les années 1900. L'art nouveau (deuxième partie).

22 h 15. TF1 — Acteurs Studio. Frédéric Mitterrand, nouvelle manière : toujours des extraits de films, l'actualité cinématographique mais le public est invité, à travers des jeux, à sélectionner les vedettes de demain.

Mardi 7 octobre

20 h 35. A2 — Les dossiers de l'écran : Le maître d'école, un film de Claude Berri avec Coluche et Josiane Balasko. Une comédie de mœurs pour introduire le débat sur l'école. Invités : des instituteurs, un directeur d'école, des parents d'élèves et Monory, le ministre qui se charge lui-même de sa pub. Grands absents : les élèves...

20 h 35. LA 5. — Racines II. Feuilleton en treize épisodes avec Henri Fonda d'après le roman d'Alex Haley.

Mercredi 8 octobre

20 h 35. A2 — L'heure de vérité : Laurent Fabius. quatre-vingt minutes pour l'ancien Premier ministre. On a déjà donné.

21 h 55. FR3 — Thalassa. L'or rouge de la Méditerranée. Un document sur le corail de la Méditerranée.

Jeudi 9 octobre

20 h 30. LA 5 — Racines II. Des émeutes éclatent parmi les soldats noirs de l'armée américaine, à la veille de l'intervention américaine dans la Première Guerre mondiale.

22 h 20. A2 — Résistances. Au sommaire : une ville sous le terrorisme, Belfast ; terrorisme et musulmans ; réinsertion des prisonniers.

22 h 50. FR3 — Un ticket de métro pour la Chine. Reportage sur la communauté asiatique du 13e arrondissement.

Vendredi 10 octobre

21 h 25. A2 — Apostrophes : Pudeur et impudeur avec Jean-Claude Bologne **(Histoire de la pudeur),** Anne-Marie Buffault **(Histoire de larmes),** Cecil Saint-Laurent **(Histoire imprévue des dessous féminins)** et E. Roudinesco **(La bataille de cent ans : histoire de la psychanalyse en France).**

22 h 50. FR3 — Ciné Club : Le carosse d'or de Jean Renoir (1952) avec Anna Magnani. Au XVIIIe siècle, la tournée d'une troupe italienne de Comedia dell'Arte sert de cadre à une présentation de l'univers et des problèmes des comédiens.

"Génésis":

il était une fois la terre

La Géode du musée de La Villette à Paris, présente sur son écran hémisphérique de 1 000 m² "Génésis: Il était une fois la terre", un spectacle qui, au travers de l'exploration de la croûte terrestre et de ses entrailles, traite de l'histoire géologique du globe. Les images de "Génésis" viennent à l'appui d'une théorie qui a bouleversé la conception que se faisaient les géologues de l'histoire du globe terrestre, il s'agit de la théorie de la tectonique des plaques.

En effet pour les géologues, jusqu'aux années 1960, la terre qui avait commencé par être une boule en fusion s'était ridée en vieillissant comme une pomme. C'est ainsi que les montagnes s'étaient formées par compression et soulevées lorsque la terre s'était refroidie, contractée et durcie. Des effondrements avaient formé les bassins océaniques, alors que les continents formés de roches plus légères flottaient sur un magma en fusion qui enrobait un noyau solide de roches métallifères, plus denses. Cette conception supposait que le globe, une fois créé, était pratiquement achevé. Les tremblements de terre, séismes, raz de marée apparaissaient comme des "accidents".

Les scientifiques avaient bien remarqué des phénomènes en contradiction avec cette vision des choses, par exemple, l'existence de montagnes charriées sur des dizaines de kilomètres, ou l'existence au fond des océans de couches de sédiments très minces, alors que l'érosion des continents, le nivelage de montagnes entières depuis des milliards d'années auraient dû entraîner l'apparition de couches de sédiments très épaisses, mais ils en restèrent là.

En 1912, un météorologue Alfred Wegener proposa une nouvelle théorie, "la dérive des continents". Selon lui, un continent unique se serait fragmenté pour donner naissance aux

Un volcan en activité en Island, île située sur l'axe de la dorsale médio-atlantique.

continents actuels, qui flotteraient sur le magma. A l'appui de sa théorie Wegener invoquait les formes des côtes d'Afrique et d'Amérique du Sud qui présentaient d'étranges similitudes, sans compter des roches identiques et des fossiles de même espèce. Mais il ne parvenait pas à expliquer la nature des forces qui auraient été nécessaires pour déplacer ces continents, et à l'époque, on refusait d'admettre que le magma en fusion puisse se comporter comme un véritable fluide permettant aux continents de glisser à sa surface.

Vers 1950, la menace d'une nouvelle guerre mondiale conduisit les Etats-Unis à développer la cartographie sous-marine. Ils découvrirent un vaste système de chaînes de montagnes volcaniques et de failles ceinturant le globe à des kilomètres sous la surface des océans. Et le plancher des océans, étudié, se révéla ne dater que de 180 millions d'années, c'est-à-dire être très "jeune" par rapport aux roches des continents qui dataient de plusieurs milliards d'années. Et à proximité de la "dorsale" (nom donné à cette ceinture montagneuse sous-marine), le plancher était encore plus récent.

Ainsi, la surface du globe est composée de quelques plaques rigides d'une centaine de kilomètres d'épaisseur, nées au niveau des "dorsales", celles-ci s'écartent les unes des autres sans se déformer, se frottent et s'enfoncent dans le magma au rythme de quelques centimètres par siècle. Les continents insubmersibles et plus légers se déplacent avec les plaques qui les portent. Eruptions volcaniques, tremblements de terre et failles seraient la conséquence de la dérive des plaques.

La théorie de la tectonique des plaques n'explique certes pas tout, et en particulier pas les premiers instants de la formation de la terre, ni celle des continents, ni des chaînes montagneuses, ni les mouvements profonds de la lave. Mais elle a permis de jeter un regard neuf sur notre planète, d'entrevoir que celle-ci a une histoire qui est en train de se faire sous nos yeux au rythme de quelques centimètres par siècle, et au prix de catastrophes comme les tremblements de terre. La terre est loin d'avoir été créée une fois pour toutes. Chauffée par sa radioactivité interne c'est une planète vivante et toujours en pleine évolution créatrice.

"Génésis" qui illustre ce point de vue, nous fait partager cette histoire au cours d'une splendide dérive aérienne qui nous mène de l'Islande à Santorin, et du Rift africain à la faille de San-Andréas en Californie et, en nous permettant d'observer cette terre de l'espace comme le font les satellites ou comme le fit Armstrong à partir de la lune, ce film nous rappelle que la terre est un tout et l'homme un citoyen de cette planète qui lui a donné avec la vie la conscience de la richesse possible de cette vie.

Gil LANNOU

Ce film est projeté une semaine sur deux : du 1er au 7 octobre, du 15 au 21 octobre, du 29 au 4 novembre... cela jusqu'au 6 janvier 1987. Permanent de 11 h à 18 h les mardis et jeudis et de 11 h à 21 h les autres jours.
Fermeture les lundis.
Métro : Porte de la Villette
Renseignements : 42.45.66.00 Réservations : 42.45.81.82
Entrée : 40 F Tarifs réduits pour étudiants et groupes.
Pour plus d'informations, on peut lire :
— Le petit livre d'Irène Kiefer, *La dérive des continents,* Bibliothèque documentaire de l'école des loisirs.
— De M. Schawarzbach, *Wegener : Le père de la dérive des continents,* chez Belin
— De Claude Allègre, *L'écume de la terre,* collection Pluriel.

"Autour de minuit"

de Bertrand Tavernier

avec Dexter Gordon et François Cluzet

Dale Turner est un saxophoniste, noir américain vieilli et malade, marqué par l'alcool, la drogue et les échecs.

Il est *"fatigué de tout sauf de la musique"*.

Lorsque le film commence, en 1959, il vit à Paris dans un petit hôtel minable et joue le soir au "Blue Note", un club de jazz.

C'est là qu'il trouve l'amitié et le dévouement d'un jeune Français amateur de jazz, Francis, qui le prend en charge et se consacre totalement à lui.

Le personnage de Dale Turner rassemble des éléments des biographies des saxophonistes Charlie Parker et Lester Young et du pianiste Bud Powell, musiciens de jazz célèbres, morts misérablement après une existence misérable. Le rôle est porté par Dexter Gordon, lui-même saxophoniste.

Il livre assez peu d'éléments précis de la vie et du passé de Dale Turner. Les drames qui l'ont marqué, les souffrances des Noirs américains, sont davantage suggérés que racontés.

C'est à travers la musique souvent déchirante du saxo qu'on les ressent, dans l'ambiance nocturne et enfumée du "Blue Note".

Pour ceux qui aiment le jazz, c'est une heure et demie de belle musique, dans un film souvent émouvant. Pour ceux qui ne l'aiment pas encore, c'est peut-être une bonne occasion de changer d'avis...

Paul GALLOIS

Pour en savoir plus sur les musiciens de jazz de cette époque, on peut lire :

☐ Bird : *la biographie de Charlie Parker par Ross Russel, Livre de Poche.*

☐ Lady sings the blues : *autobiographie de la chanteuse Billie Holiday, Epistrophy.*

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

OTHELLO
de Franco ZEFIRELLI.

Le célèbre drame de la jalousie de Shakespeare qui inspira l'opéra de Verdi. Du vraiment beau spectacle.
Forum Horizon 1er (VO), UGC Champs-Elysées 8e (VO), Bienvenue 15e (VO).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE
de Stephen FREARS.

Dans l'Angleterre d'aujourd'hui en crise, la "réussite" amère d'un jeune Pakistanais et d'un loubard.
Gaumont Les Halles 1er (VO), Gaumont Opéra 2e (VO), Saint-André-des-Arts 6e (VO), Gaumont Colisée 8e (VO), Escurial 13e (VO), Gaumont Parnasse 14e.

BRAZIL
de Terry GILLIAN

Une fiction vaguement inspirée du roman de George Orwell, 1984.
Epée de Bois 5e (VO), Saint-Lambert 15e (VO).

PARIS, TEXAS
de Wim WENDERS.

De belles images pour dépeindre quelques déboussolés de la vie américaine.
Cinoches 6e (VO).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE
de Woody ALLEN.

Un acteur sort de l'écran et tombe enfin dans les bras de son admiratrice assidue.
Reflet Médicis 5e (VO).

SUR LES QUAIS
d'Elia KAZAN.

Un film qui dénonce la corruption réelle des syndicats américains dirigés par des gangsters, mais qui donne une image sombre...au nom de la religion et d'une période difficile. Avec Marlon Brando.
Forum Arc-en-Ciel 1er (VO), 3 Luxembourg 6e (VO), Reflet Balzac 8e (VO), 7 Parnassiens 14e (VO).

BOUDU SAUVE DES EAUX
de Jean RENOIR.

Un des classiques de la comédie d'avant-guerre. Avec Michel Simon.
Ranelagh 16e.

RUE CASE-NEGRES
d'Euzlan PACY.

La Martinique et les plantations de canne en 1931.
Ciné Beaubourg 3e.

INTERNATIONAL

L'INTERVENTION FRANÇAISE AU TOGO

LES POURVOYEURS DU TERRORISME

Les paras et les avions de l'armée française ont été envoyés au Togo la semaine dernière. Ces troupes françaises, ce n'est pas pour défiler qu'on les envoie. Mais pour intervenir.

Au secours du Togo ? Non. Au secours d'un dictateur, Eyadema. Un dictateur qui, lui-même, d'ailleurs, était venu au pouvoir à la suite de deux coups d'Etat : en 1963, Eyadema, alors sergent-chef, avait été sur le plan militaire l'un des principaux organisateurs du coup d'Etat contre Olympio, qui portait au pouvoir un autre civil, Grunitsky ; en 1967, devenu lieutenant-colonel, et homme fort du régime, Eyadema renversait Grunitsky pour s'arroger tous les pouvoirs.

"Il est normal que la France défende ce pays dans sa souveraineté et dans ses frontières. Nous avons des accords particuliers. Il s'agit de les respecter, c'est une question d'honnêté, de loyauté, d'amitié", a déclaré Mitterrand, expliquant que l'envoi des troupes était justifié par un accord de défense du Togo contre les agressions extérieures. Le Togo victime d'une agression extérieure ? Les seules troupes étrangères qui ont ces derniers jours pénétré au Togo sont les troupes françaises et un contingent de parachutistes zaïrois venus pendant le week-end prêter elles aussi main-forte au dictateur togolais.

Deux jours auparavant, à Mayotte, territoire dit "français" dans l'archipel des Comores dans l'Océan Indien, 80 gendarmes français ont été envoyés pour "maintenir l'ordre" face à des manifestations contre les conditions de la rentrée scolaire.

L'actualité, aujourd'hui, ce sont les bombes des terroristes venus du Moyen-Orient.

Mais peut-être que, dans un an ou deux, on aura oublié les interventions au Togo et à Mayotte, et qu'on se demandera pourquoi des terroristes sont venus d'Afrique ou de l'Océan Indien pour poser des bombes à la Samaritaine...

Les interventions colonialistes et impérialistes françaises continuent de semer la mort et la haine dans le monde.

Qui la récoltera ?

Aline RETESSÉ

LA FRANCE, GENDARME DE L'AFRIQUE

Cette intervention militaire de la France au Togo fait partie d'une longue liste d'interventions de l'armée française partout en Afrique. Car si la France n'est plus qu'un impérialisme de seconde zone, supplanté sur le plan économique, même dans ces anciennes colonies, par ses concurrents, surtout américains, c'est encore elle qui reste, de fait, chargée de jouer sur le continent africain le rôle de gendarme. C'est pourquoi elle entretient en permanence sur ce continent des bases militaires, au Gabon et en Centrafrique (d'où sont parties les troupes envoyées au Togo), au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, à Djibouti et au Tchad. En tout 7.800 hommes de troupe français sont stationnés actuellement en Afrique, prêts à intervenir.

Et depuis les années 60, depuis l'accession à l'indépendance des pays d'Afrique francophone, les interventions militaires françaises se sont multipliées, généralement pour maintenir un dictateur en place, mais parfois pour épauler un coup d'Etat, lorsqu'il était plus prudent de se débarrasser d'un dictateur trop compromettant comme ce fut le cas pour Bokassa en 1979.

Eyadema vient de se féliciter d'avoir reçu le même accueil chaleureux à sa demande d'aide militaire de la part de Chirac que de Mitterrand : *"La cohabitation est un problème entre Français"*, a-t-il déclaré ; *"Pour nous, il n'y a qu'un interlocuteur : la France"*.

Mais il n'y a pas là de quoi s'étonner : non seulement parce qu'aujourd'hui Mitterrand et Chirac gouvernent ensemble. Mais aussi parce que même, lorsque les uns ou les autres étaient dans l'opposition, politiciens de droite ou de gauche se sont toujours montrés solidaires dès qu'il s'agissait des interventions de l'armée française, que ce soit au Gabon et au Tchad sous De Gaulle, au Zaïre sous Giscard, au Tchad à nouveau sous Mitterrand, et aujourd'hui au Togo. Ils peuvent polémiquer pour la galerie sur un découpage électoral, une indemnisation de nationalisation : les intérêts fondamentaux de l'impérialisme français et la guerre les unissent toujours.

25 ANS D'INTERVENTIONS FRANÇAISES DANS L'AFRIQUE "INDÉPENDANTE"

• Décembre 1962 : maintien de l'ordre au Sénégal.

Les troupes françaises stationnées à Dakar intervenaient au côté des troupes restées fidèles au président Léolpod Senghor pour venir à bout de la tentative de putsch organisé par le président du Conseil, Mamamou Dia, contre Senghor.

• Février 1964 : les parachutistes français au Gabon.

Pour faire face à une tentative de putsch militaire, des parachutistes français venus de Brazzaville et de Dakar reprenaient le contrôle de la capitale gabonaise, encerclaient le camp où s'étaient réfugiés les chefs du putsch et rétablissaient au pouvoir le président Léon M'Ba.

Mais si, en trois jours, du 19 au 21 février, les troupes françaises en finirent avec le putsch, le président M'Ba, remis en selle, n'en avait pas fini, par contre, avec le mécontentement populaire, qui s'exprimait notamment par des grèves et manifestations en mars de la même année tant contre le régime que contre les colons français dont les voitures étaient lapidées par les manifestants.

• Août 1968 - Septembre 1972 : paras et légionnaires français en opération au Tchad.

Débordé par les révoltes contre son régime, notamment dans le nord du pays, le dictateur du Tchad mis en place par l'impérialisme français au moment de l'indépendance, Tombalbaye, appelait l'armée française au secours en août 1968. Cette première intervention française dans le Tchad indépendant, qui dura jusqu'en septembre 1972, engagea dans la chasse aux rebelles du Tibesti, au nord du Tchad, jusqu'à 2.500 hommes. Le gros des troupes françaises se retira en septembre 1972 estimant la "pacification" presque terminée. Et le chef de l'expédition française passait le commandement des opérations à un officier tchadien, le général Malloum. Le même général qui, deux ans et demi plus tard, allait, à la suite d'un coup d'Etat, prendre la place de Tombalbaye, et devenir à son tour le protégé de la France.

• Avril 1977 : premier soutien militaire à Mobutu.

Alors que le régime de Mobutu chancelait face à une rébellion dans la région du Shaba, ex-Katanga, la région minière du pays, l'aviation militaire française établissait un pont aérien entre le Maroc et le Zaïre pour acheminer en quelques jours de deux à trois mille soldats marocains et leur matériel, destinés à épauler l'armée gouvernementale zaïroise. Pour cette première intervention au Zaïre, la France qui, par ailleurs, fournit en permanence à ce pays des conseillers militaires, préférait agir par Marocains interposés.

• Automne 1977 : contre le Front Polisario.

Des ressortissants français ayant été arrêtés au Sahara occidental par les maquisards du Front Polisario, le gouvernement français envoyait à l'automne 1977 une dizaine d'avions d'appui tactique Jaguar et des avions ravitailleurs en Mauritanie.

• Avril 1978 : à nouveau le Tchad.

Plus de 2.000 hommes de troupes et des avions de combat Jaguar revenaient au Tchad à la suite des difficultés que rencontrait Malloum, face aux rebelles du nord de Goukouni Oueddeï et Hissène Habré. Elles allaient y faire la guerre jusqu'en mai 1980, après plusieurs échecs de tentative de gouvernements de coalition (Malloum-Habré, Malloum-Habré-Oueddeï, puis Habré-Oueddeï), laissant enfin en place une coalition dirigée par Oueddeï et un lieutenant de Malloum, Kamougué.

• Mai 1978 : intervention directe au Zaïre.

La guerre ayant rééclaté au Shaba, le gouvernement Giscard envoyait cette fois directement les parachutistes français sur Kolwezi sauver la mise du dictateur zaïrois. A charge de revanche ! Les troupes de Mobutu allaient par la suite épauler l'armée française au Tchad à partir de 1983, et tout dernièrement, participer aux côtés des troupes françaises à l'opération au Togo.

• Septembre 1979 : la destitution de Bokassa.

Une fois n'est pas coutume, en Centrafrique, c'est un dictateur ami de la France que l'armée française allait destituer en septembre 1979. Il faut dire que cet empereur Bokassa, que Giscard appelait "cher cousin", et qui s'était tristement illustré dans un massacre d'écoliers, devenait trop gênant. Et le 20 septembre, les parachutistes français débarquaient à Bangui, emmenant dans leur avion le successeur de Bokassa, Dacko, qu'ils étaient chargés de mettre en place.

• Août 1983 - novembre 1984 : l'opération Manta, au Tchad encore.

C'était Hissène Habré que le gouvernement français soutenait désormais au Tchad ; et l'autre ancien protégé de la France, Goukouni Oueddeï, avait repris le maquis, aidé par la Libye. Mitterrand engageait alors dans l'opération Manta 3.000 hommes de troupe français, avec blindés et avions, épaulés par un contingent zaïrois. L'opération ne se terminait que quinze mois plus tard, après la signature d'un accord franco-libyen destiné à modérer les appétits des protégés respectifs de ces deux pays, Habré et Oueddeï.

• Février 1986 : encore et à nouveau le Tchad.

Une nouvelle intervention militaire française au Tchad, l'opération "Epervier", était lancée, commençant par le bombardement de la piste libyenne de Ouadi-Doum, au nord du Tchad. Depuis, la France a installé un dispositif militaire permanent, essentiellement aérien.

François TUDOR

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995